



**ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION**

**Pour l'exercice clos le 31 mars 2012**

**ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION**

**TABLE DES MATIÈRES**

<b>Déclarations prospectives .....</b>	<b>4</b>
<b>Aperçu général.....</b>	<b>5</b>
<b>Direction des affaires.....</b>	<b>6</b>
<b>Stratégie commerciale.....</b>	<b>7</b>
<b>Indicateurs de rendement clés.....</b>	<b>8</b>
<b>Gestion des risques .....</b>	<b>10</b>
<b>Tendances du marché .....</b>	<b>10</b>
<b>Principales réalisations de l'exercice 2012 .....</b>	<b>12</b>
<b>Acquisition des actifs de la société Eagle Tool Machine Co. et de sa filiale .....</b>	<b>12</b>
<b>Opérations sur devises .....</b>	<b>13</b>
<b>Mesures non conformes aux IFRS.....</b>	<b>14</b>
<b>Données financières annuelles choisies.....</b>	<b>15</b>
<b>Ventes consolidées .....</b>	<b>16</b>
<i>Secteur de l'aérospatiale .....</i>	<i>17</i>
<i>Secteur Industriel .....</i>	<i>19</i>
<i>Répartition géographique des ventes .....</i>	<i>19</i>
<b>Marge brute .....</b>	<b>19</b>
<b>Frais de vente et d'administration .....</b>	<b>20</b>
<b>Résultat opérationnel .....</b>	<b>20</b>
<i>Secteur de l'aérospatiale .....</i>	<i>20</i>
<i>Secteur Industriel .....</i>	<i>21</i>
<b>Frais de restructuration.....</b>	<b>21</b>
<b>Charge d'impôt sur le résultat .....</b>	<b>22</b>
<b>Résultat net .....</b>	<b>22</b>
<b>Cumul des autres éléments du résultat global (« CAERG ») et résultat global .....</b>	<b>23</b>
<b>Flux de trésorerie et situation financière .....</b>	<b>24</b>
<i>Facilité de crédit et trésorerie et équivalents de trésorerie .....</i>	<i>24</i>
<i>Activités opérationnelles .....</i>	<i>24</i>
<i>Activités d'investissement .....</i>	<i>26</i>
<i>Activités de financement .....</i>	<i>27</i>
<b>Régimes de retraite.....</b>	<b>28</b>
<b>Offre publique de rachat dans le cours normal des activités .....</b>	<b>28</b>
<b>Capital émis, régime d'options sur actions et régime d'achat d'actions.....</b>	<b>29</b>
<b>Régime de droits à la plus-value d'actions et régime d'unités d'actions différées .....</b>	<b>30</b>
<b>Bilans consolidés .....</b>	<b>31</b>
<b>Aide gouvernementale.....</b>	<b>35</b>
<b>Instruments dérivés, postes hors bilan et engagements contractuels .....</b>	<b>35</b>
<b>Conjoncture financière et économique.....</b>	<b>36</b>
<b>Principales estimations comptables .....</b>	<b>37</b>
<i>Perte de valeur des actifs non financiers .....</i>	<i>38</i>
<i>Paiement fondé sur des actions .....</i>	<i>38</i>

<i>Actifs d'impôt différés</i> .....	38
<i>Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite</i> .....	39
<i>Coûts de développement capitalisés</i> .....	39
<i>Provisions</i> .....	39
<i>Instruments financiers</i> .....	39
<b>Modifications futures de conventions comptables</b> .....	<b>40</b>
<b>Contrôles et procédures internes</b> .....	<b>41</b>
<b>Risques et incertitudes</b> .....	<b>42</b>
<i>Dépendance envers des clients importants</i> .....	42
<i>Disponibilité et prix des matières premières</i> .....	42
<i>Risques opérationnels</i> .....	42
<i>Répercussions des activités terroristes et de l'instabilité politique</i> .....	43
<i>Conjoncture économique</i> .....	43
<i>Dépenses d'ordre militaire</i> .....	43
<i>Fluctuations des devises</i> .....	43
<i>Situation de trésorerie et accès à des sources de financement</i> .....	44
<i>Clauses restrictives</i> .....	44
<i>Fluctuation des taux d'intérêt</i> .....	45
<i>Environnement commercial externe</i> .....	45
<i>Pertes découlant de réclamations de dommages sous garantie</i> .....	45
<i>Questions d'ordre environnemental</i> .....	45
<i>Conventions collectives</i> .....	46
<i>Main-d'œuvre qualifiée</i> .....	46
<i>Obligations au titre des régimes de retraite</i> .....	46
<b>Données financières trimestrielles choisies</b> .....	<b>47</b>
<b>Résultats du quatrième trimestre de l'exercice 2012</b> .....	<b>47</b>
<b>Perspectives</b> .....	<b>48</b>
<b>Renseignements supplémentaires et information continue</b> .....	<b>50</b>

## **Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation**

La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation (l'« analyse ») vise à fournir au lecteur un aperçu de l'évolution de la situation financière de Héroux-Devtek inc. et de ses filiales (« Héroux-Devtek » ou « la Société ») entre le 31 mars 2011 et le 31 mars 2012. Elle permet également de comparer les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de l'exercice terminé le 31 mars 2012 à ceux de l'exercice précédent.

Cette analyse doit être lue en parallèle avec les états financiers consolidés audités de la Société au 31 mars 2012. La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation est fondée sur des états financiers consolidés préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et utilise le dollar canadien comme monnaie de présentation. Sauf indication contraire, tous les montants apparaissant dans cette analyse sont exprimés en dollars canadiens.

Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> avril 2011, la Société a adopté les IFRS comme norme pour la publication de l'information financière. La date de transition utilisée est le 1<sup>er</sup> avril 2010. Les états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2012 ont été préparés conformément aux exigences de l'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*, établies par le Conseil des normes comptables internationales (« IASB »). Sauf indication contraire, tous les montants comparatifs des périodes antérieures ont été retraités conformément aux IFRS.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les ajustements les plus significatifs apportés aux états financiers consolidés des périodes antérieures, veuillez vous reporter à la Note 33, *Passage aux Normes internationales d'information financière*, afférente aux états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2012.

La Société a apporté les modifications nécessaires à ses systèmes et processus d'information financière dans divers secteurs de l'entreprise, afin de permettre la préparation du bilan d'ouverture consolidé au 1er avril 2010 selon les IFRS et la préparation de ses états financiers consolidés conformément aux IFRS. De plus, l'impact de la transition vers les IFRS sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière et les contrôles et procédures de communication de l'information a été déterminé et les ajustements aux contrôles ont été mis en oeuvre.

### **Déclarations prospectives**

Dans le but de fournir aux actionnaires et aux investisseurs potentiels des renseignements concernant Héroux-Devtek, notamment l'évaluation par la direction des projets et des opérations à venir, certaines déclarations de la présente analyse constituent des déclarations prospectives soumises à des facteurs de risque, des incertitudes et d'autres facteurs importants susceptibles de faire en sorte que le rendement réel de la Société diffère grandement de celui indiqué ou sous-entendu par ces déclarations prospectives.

Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter : l'impact des conditions économiques mondiales et, en particulier, la conjoncture au Canada et aux États-Unis; la situation de l'industrie, y compris les amendements aux lois et aux règlements; l'intensification de la

concurrence; une pénurie de personnel ou de gestionnaires qualifiés; la disponibilité et les fluctuations des prix des matières premières; les variations des taux de change ou d'intérêt; la volatilité des marchés boursiers et les incidences des politiques comptables établies par les autorités de normalisation canadiennes, américaines et internationales. Certains de ces facteurs font l'objet d'une description plus détaillée à la rubrique intitulée « Risques et incertitudes » de la présente analyse. Il faut noter que la présente liste de facteurs susceptibles d'influer sur la croissance, les résultats et le rendement à venir n'est pas exhaustive, et que le lecteur ne devrait pas accorder une confiance induite aux déclarations de nature prospective.

Bien que la Société estime que les attentes exprimées par le biais des déclarations prospectives sont fondées sur les renseignements dont elle disposait au moment où elle a formulé lesdites déclarations prospectives, rien ne peut garantir que ces prévisions se révéleront exactes. Toutes les déclarations prospectives faites ultérieurement, par écrit ou verbalement, par la Société ou quiconque agissant en son nom, doivent être considérées expressément à la lumière des mises en garde susmentionnées. À moins qu'elle n'y soit tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, la Société nie expressément toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser tout énoncé prospectif, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements à venir ou autrement.

### **Aperçu général**

Héroux-Devtek et ses filiales se spécialisent dans la conception, le développement, la fabrication, la réparation et l'entretien de systèmes et de composants destinés essentiellement aux secteurs de l'aérospatiale et industriel. Par conséquent, une part importante des ventes de la Société est réalisée auprès d'un nombre limité de clients situés pour la plupart aux États-Unis et au Canada.

C'est en 1942 que la Société a été fondée sous la dénomination sociale de Héroux Machine Parts Limited, laquelle est devenue par la suite Héroux inc. La Société a fait son entrée en Bourse en 1986. En 2000, celle-ci a procédé à l'acquisition de Devtek Corporation. Les deux entités ont ensuite fusionné pour former Héroux-Devtek inc., l'un des plus importants fabricants de deuxième niveau (*second tier*) de l'industrie aérospatiale canadienne.

Le 1<sup>er</sup> avril 2004, la Société a procédé à l'acquisition de Progressive Incorporated (« Progressive »), une société privée du Texas spécialisée dans la fabrication de composants structuraux de grande dimension destinés aux avions militaires. Cette transaction a permis à la Société d'accroître ses compétences en matière d'aérostructure et lui a ouvert les portes de l'important marché de l'aérostructure militaire.

Le 28 avril 2010, la Société a complété l'acquisition d'Eagle Tool & Machine Co. et de sa filiale, All Tool Inc., deux sociétés privées américaines basées dans l'Ohio, qui fabriquent des produits de trains d'atterrissage destinés principalement au secteur de l'aérospatiale militaire (désormais appelées l'unité d'exploitation « Landing Gear USA »).

Héroux-Devtek dessert deux grands secteurs d'activité : l'aérospatiale et les produits industriels. La Société fournit des trains d'atterrissage aussi bien aux marchés commerciaux que militaires du secteur de l'aérospatiale (y compris des pièces de rechange et des services d'entretien et de réparation) ainsi que des composants structuraux d'avions (incluant des ensembles prêts-à-monter). Dans le secteur commercial, la Société est présente sur les marchés des gros porteurs commerciaux, des jets d'affaires, des appareils régionaux et des hélicoptères. Dans le secteur

militaire, la Société fournit des pièces et des services destinés à l'ensemble des principaux programmes d'avions militaires, pour la plupart des États-Unis.

Les composants de grande dimension pour le matériel affecté à la production d'énergie et l'équipement lourd constituent les principaux produits offerts par Héroux-Devtek dans le secteur Industriel. À cet égard, les principaux clients de la Société sont The General Electric Company (GE) et Caterpillar. La Société vend également des composants de précision destinés à d'autres applications industrielles, notamment pour le secteur de l'énergie éolienne.

La répartition des ventes de la Société par secteur d'activité se présente comme suit :

	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Aérospatiale	91 %	93 %
Industriel	9 %	7 %
	100 %	100 %

Héroux-Devtek vend ses produits surtout à des fabricants d'équipement d'origine (OEM) comme Lockheed-Martin, Bombardier, Goodrich et Boeing, mais également sur le marché secondaire où elle compte parmi ses principaux clients l'Armée de l'air américaine et la Marine américaine. Au cours de l'exercice financier 2012, les ventes réalisées auprès de ces six clients ont représenté environ 59 % du total des ventes consolidées. Plus précisément, un des clients de la Société représente à lui seul 18 % des ventes consolidées et deux autres en représentent entre 13 % et 14 %. Tous trois oeuvrent dans le secteur de l'aérospatiale.

Le secteur de l'aérospatiale regroupe les lignes de produits Trains d'atterrissage et Aérostructure. Le secteur Industriel regroupe quant à lui les activités liées à la fabrication de composants de grande dimension pour le marché de la production d'énergie, de même que d'autres produits fabriqués par la ligne de produits Industriels. La ligne de produits Trains d'atterrissage se spécialise dans la conception, la fabrication, la réparation et l'entretien de trains d'atterrissage et dessert les secteurs commercial et militaire; elle a mis sur pied une équipe d'ingénierie de conception chevronnée et reconnue. La ligne de produits Aérostructure fabrique des composants structuraux d'aéronefs de petites, moyennes et grandes dimensions, destinés aux marchés de l'aérospatiale commerciale et militaire. Le secteur de l'aérospatiale englobe les lignes de produits Trains d'atterrissage et Aérostructure du fait notamment que leurs produits et services, procédés de fabrication, types de clients et méthodes de distribution sont similaires. La ligne de produits Industriels fabrique des composants de grande dimension pour le matériel affecté à la production d'énergie, notamment dans le secteur de l'énergie éolienne, ainsi que pour le marché de l'équipement lourd et d'autres marchés industriels.

### **Direction des affaires**

Les secteurs et les lignes de produits de la Société sont gérés de façon décentralisée, de façon à stimuler l'esprit d'entreprise et l'engagement de tous les membres du personnel. Chaque ligne de produits dispose des ressources de gestion, d'ingénierie, de fabrication et de commercialisation nécessaires pour répondre aux besoins spécifiques des segments de marché visés par ses activités. La croissance et la rentabilité de chacune des lignes de produits sont du ressort d'un vice-président-directeur général relevant directement du président et chef de la direction de la Société.

D'autre part, les vice-présidents, Finances de chacune des lignes de produits relèvent directement du vice-président Contrôle et technologie de l'information et du vice-président exécutif et chef de la direction financière de la Société.

Le siège social de la Société assume les responsabilités liées à la publication des résultats financiers et autres documents de la Société, veille à ce que cette dernière s'acquitte de ses obligations en matière de divulgation d'information et prend la responsabilité des décisions de nature financière et des orientations stratégiques entourant le développement des affaires. Le siège social de la Société fournit son soutien à chaque ligne de produits quant à la préparation de plans budgétaires et stratégiques, au développement de nouveaux produits et marchés, ainsi qu'en matière de gestion des relations publiques, de contrôles et rapports financiers, de consultations juridiques, de fiscalité, de ressources humaines et de technologies de l'information.

### **Stratégie commerciale**

La stratégie commerciale de Héroux-Devtek consiste à se positionner comme fournisseur clé auprès de sa clientèle des trois principaux piliers sur lesquels reposent ses activités, à savoir : les lignes de produits Trains d'atterrissage et Aérostructure dans le secteur de l'aérospatiale et les produits destinés au secteur industriel. Pour la Société, être un fournisseur clé signifie s'occuper aussi bien de la fourniture de composants fabriqués que de services de conception, d'assemblage et de gestion de programmes, et ce, dans le but de devenir un fournisseur de services complets et permettre à ses clients de se concentrer sur leurs activités principales. Pour y parvenir, la Société s'emploie à parfaire son savoir-faire technique et ses compétences en matière de gestion pour être en mesure d'ajouter de la valeur aux produits à un coût concurrentiel. Par ailleurs, la Société cherche à croître en vue d'atteindre une masse critique dans chacun de ses marchés, tout en conservant une situation financière saine et des rendements solides.

Concrètement, cette approche se traduit par :

- une démarche ciblée visant la spécialisation de ses usines dans la fabrication de certains types de composants et l'offre de services spécifiques;
- des systèmes d'information normalisés et compatibles à l'échelle de la Société;
- la migration des connaissances techniques et gestionnelles entre les lignes de produits;
- une approche reposant sur l'allègement du processus de fabrication dans l'ensemble de ses usines (*lean manufacturing*);
- la stabilité des revenus par la conclusion d'ententes à long terme avec ses clients, lorsque possible;
- le maintien d'une répartition équilibrée du chiffre d'affaires entre les marchés civils et militaires et le domaine industriel;
- le maintien et le développement d'une culture entrepreneuriale reposant sur la participation, le dévouement et l'engagement de ses employés.

Héroux-Devtek cherche à croître de façon externe par le biais d'acquisitions d'entreprises susceptibles de s'intégrer facilement à ses activités actuelles ou de lui procurer des technologies

complémentaires aux siennes, et ce, dans le but d'accroître la valeur ajoutée qu'elle dégage de ses activités. En ce qui concerne la croissance interne, la Société vise :

- le développement de produits exclusifs à valeur ajoutée par le truchement de ses activités liées à l'ingénierie de conception;
- la pénétration ou le renforcement de sa présence dans certains secteurs d'activité dont ceux du marché secondaire des services de réparation et d'entretien des trains d'atterrissage commerciaux et militaires, de la conception et de la fabrication de trains d'atterrissage de petite à moyenne dimension et des assemblages structuraux complets pour les fabricants d'origine d'aéronefs commerciaux et militaires;
- la diversification de la clientèle pour ses lignes de produits existants, ce qui, en règle générale, signifie trouver de nouveaux fabricants d'origine susceptibles d'être intéressés par ses trains d'atterrissage, ses composants de structure d'aéronefs et ses produits industriels.

### **Indicateurs de rendement clés**

Héroux-Devtek évalue le rendement global de la Société à l'aide des éléments suivants :

- la rentabilité;
- les liquidités;
- la croissance et la position concurrentielle;
- la satisfaction de la clientèle;
- la situation financière et les rendements.



À cette fin, la Société a développé des indicateurs de rendement clés (« IRC »). Le tableau ci-après présente un résumé de ces indicateurs ainsi que les éléments qu'ils permettent d'évaluer.

<b>Éléments évalués</b>	<b>Rentabilité</b>	<b>Liquidités</b>	<b>Croissance et position concurrentielle</b>	<b>Satisfaction de la clientèle</b>	<b>Situation financière et rendements</b>
<b>IRC</b>	Marge brute	Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA)	Ventes	Livraison en temps opportun	Fonds de roulement
	Résultat opérationnel Bénéfice avant intérêts et impôts (BAII)	Flux de trésorerie disponibles	Carnet de commandes (commandes fermes)	Rendement et coûts liés à la non-qualité	Ratio de la dette à long terme/capitaux propres
	Objectifs en matière de réduction des coûts	Rendement sur l'actif net utilisé (RANU)	Part de marché sur les marchés de produits de créneaux dans lesquels la Société évolue	-	Ratio de la dette nette/capitaux propres
	Utilisation de la capacité de production	-	Valeur ajoutée aux produits en tant que pourcentage des ventes	-	Rendement des capitaux propres et RANU
<b>Ce qui est évalué</b>	Évaluation du rendement opérationnel	Évaluation de la génération de liquidités	Évaluation de la croissance, indicateurs des revenus futurs et évaluation de la position concurrentielle	Évaluation des engagements envers la clientèle et fiabilité des produits	Évaluation de la solidité de la situation financière à court et long terme et rendements aux actionnaires

La plupart de ces IRC sont traités ultérieurement dans la présente analyse et sont compris également dans les faits saillants financiers du rapport annuel de l'exercice financier 2012 de la Société. Certains de ces IRC ne sont pas divulgués au public étant donné qu'ils sont de nature concurrentielle.

Lors de l'exercice financier précédent, la tendance du marché avait eu des répercussions manifestes sur l'utilisation de la capacité de production de la Société et avait exercé une pression supplémentaire sur l'imputation des coûts pour certaines unités d'exploitation de la Société, tandis que pour l'exercice 2012, la Société a profité de l'amélioration continue des marchés de

l'aérospatiale commerciale et des produits industriels. La livraison en temps opportun et les coûts liés à la non-qualité sont des indicateurs de la satisfaction de la clientèle que Héroux-Devtek surveille étroitement. La Société a constamment amélioré ces indicateurs au cours des dernières années et continue de porter une attention particulière à la grille d'évaluation de la qualité et aux rapports sur la qualité des produits de ses principaux clients.

En outre, le régime de rémunération incitative de la Société est fondé sur l'atteinte de certains objectifs financiers et d'objectifs personnels particuliers. Les objectifs financiers sont le RANU, le résultat opérationnel, les ventes, le résultat net et le bénéfice par action.

## **Gestion des risques**

Le processus de gestion des risques de la Société porte essentiellement sur la définition et l'évaluation des risques et des occasions d'affaires et sur la mise en place de stratégies et de contrôles permettant de gérer, de surveiller et de communiquer lesdits risques. Pour faciliter l'atteinte de ses objectifs en matière de gestion des risques, la Société a inclus les activités de gestion des risques et de contrôle aux responsabilités opérationnelles de la direction de chacune des lignes de produits. Ultimement, c'est au conseil d'administration qu'incombent les responsabilités de définir et d'évaluer les principaux risques d'affaires auxquels la Société est exposée, de passer en revue l'ensemble des risques liés au contexte commercial et de voir à l'implantation de systèmes appropriés de gestion des risques. Composés d'administrateurs indépendants, le comité des ressources humaines et de gouvernance et le comité d'audit assistent le Conseil à s'acquitter de ses responsabilités administratives en général.

La Société évolue dans des marchés soumis à divers facteurs de risque et incertitudes. Certains de ces risques sont inhérents à la nature même de ses activités. Se reporter à la rubrique ci-après intitulée « Risques et incertitudes ».

## **TENDANCES DU MARCHÉ**

L'amélioration de l'économie est demeurée modeste au cours de l'année civile 2011 et les indicateurs clés dans le marché du transport aérien commercial ont été inégaux. La demande dans le marché des passagers a continué de croître à un rythme soutenu et le trafic, exprimé en kilomètres-passagers payants (« KPP »), a augmenté de 5,9 % par rapport à l'année civile 2010, mais le transport de marchandises, exprimé en tonnes-kilomètres de marchandises (« TKM »), a pour sa part reculé de 0,7 %<sup>1</sup>. Ces tendances se sont poursuivies durant les trois premiers mois de l'année civile 2012, ce qui s'est traduit par une progression de 7,4 % des KPP et un recul de 0,7 % des TKM<sup>2</sup>.

Les livraisons dans le secteur de gros porteurs commerciaux ont atteint un nouveau record au cours de l'année civile 2011, alors qu'Airbus et Boeing ont livré à eux deux 1 011 appareils, tandis que le nombre net de nouvelles commandes a plus que doublé pour atteindre un total de 2 224 aéronefs<sup>3</sup>. Les deux avionneurs ont également annoncé plusieurs augmentations de cadence

---

<sup>1</sup> Source : Communiqué de presse de l'IATA publié le 1er février 2012

<sup>2</sup> Source : Communiqué de presse de l'IATA publié le 2 mai 2012

<sup>3</sup> Sources : Communiqué de presse d'Airbus publié le 17 janvier 2012; Communiqué de presse de Boeing publié le 5 janvier 2012

de production de programmes d'envergure pour les années civiles 2012 à 2014<sup>4</sup>. Par ailleurs, leur carnet de commandes respectif représente environ 7 ans de production aux cadences actuelles.

Dans le marché de l'aviation régionale, Embraer a livré 105 appareils au cours de l'année civile 2011<sup>5</sup>; pour sa part, Bombardier en a livré 78 au cours de la période de onze mois ayant pris fin le 31 décembre 2011<sup>6</sup>, dont des avions à turbopropulseurs. En ce qui a trait aux carnets de commandes, le volume d'Embraer est demeuré stable, tandis que celui de Bombardier a enregistré un recul.

Les livraisons de jets d'affaires ont continué à fléchir, avec un recul de 7,9 % durant l'année civile 2011, pour s'établir à 703 appareils. Cependant, certains signes positifs semblent toujours indiquer que les conditions s'améliorent. Par exemple, le nombre de déplacements d'avions d'affaires a progressé de 2,9 % aux États-Unis et la proportion de la flotte des avions d'affaires à vendre a reculé d'environ 1 % par rapport à l'année précédente<sup>7</sup>.

Le marché militaire est demeuré stable durant l'année civile 2011 alors que les gouvernements cherchent à résorber leurs déficits. Aux États-Unis, le financement proposé du budget de base de la Défense pour l'exercice financier 2013 est d'environ 1 % inférieur au financement adopté pour l'exercice 2012<sup>8</sup>. En ce qui a trait au programme du Joint Strike Fighter F-35 (JSF), le gouvernement américain a confirmé qu'il achètera moins d'aéronefs au cours des cinq prochaines années, mais maintient son engagement d'acquérir le même nombre d'appareils sur la durée de vie du programme.

Les conditions dans les principaux marchés industriels de la Société demeurent favorables. Dans le secteur de la production d'énergie, les plus importants fabricants d'équipement nord-américains font part d'un nombre toujours croissant de nouvelles commandes. Par ailleurs, les carnets de commandes des plus grands fabricants d'équipement lourd continuent aussi de croître<sup>9</sup>.

Enfin, les fluctuations de la valeur du dollar canadien, qui était à parité avec le dollar américain à la clôture de l'exercice, ont continué d'avoir des répercussions négatives sur les résultats de la Société.

---

<sup>4</sup> Sources : Communiqués de presse d'Airbus publiés les 18 mai 2011 et 3 février 2011; Communiqués de presse de Boeing publiés les 15 juin 2011 et 20 décembre 2010

<sup>5</sup> Source : Communiqué de presse d'Embraer publié le 11 janvier 2012

<sup>6</sup> Source : Communiqué de presse de Bombardier publié le 23 janvier 2012

<sup>7</sup> Source : Rapport de GAMA daté du 19 avril 2012; Rapport de la FAA sur les jets d'affaires, janvier 2012; rapport de JetNet daté du 5 avril 2012

<sup>8</sup> Source : Communiqué de presse du Département de la Défense des États-Unis publié le 13 février 2012

<sup>9</sup> Sources : Communiqué de presse de GE publié le 20 avril 2012; communiqué de presse de Caterpillar publié le 25 avril 2012.

## **PRINCIPALES RÉALISATIONS DE L'EXERCICE 2012**

- Héroux-Devtek a généré des ventes et un résultat net records au cours de l'exercice 2012. Les ventes ont atteint 380,3 millions de dollars, en hausse de 6,4 % par rapport à l'exercice précédent, tandis que le résultat net a fortement augmenté de 38,4 % pour s'établir à 26,5 millions de dollars, soit 0,86 \$ par action, sur une base pleinement diluée.
- Héroux-Devtek a procédé à l'inauguration d'une nouvelle usine de fabrication à la fine pointe de la technologie située dans le parc aérospatial de Querétaro, au Mexique. La production à cette installation de 47 200 pieds carrés a débuté en décembre 2011. La première phase du projet représente pour Héroux-Devtek un investissement qui pourrait atteindre 20 millions de dollars sur trois ans. En temps opportun, une phase subséquente pourrait porter la superficie de l'usine à 150 000 pieds carrés. Cette expansion fournirait éventuellement à la Société la capacité de fabriquer et d'assembler des systèmes d'Aérostructure et de trains d'atterrissage.
- Héroux-Devtek a obtenu un contrat de sept ans de la société Lockheed Martin Aeronautics pour la fabrication du train d'atterrissage de l'appareil C-130J Super Hercules. En vertu des termes de l'entente, Héroux-Devtek fabriquera et assemblera le train d'atterrissage destiné à la production mondiale de l'appareil C-130J de Lockheed Martin et fournira des pièces de rechange sur une période de sept ans qui a débuté en janvier 2012. En fonction des prévisions actuelles concernant ce programme, la valeur totale potentielle du contrat s'élève à environ 70 millions de dollars.
- Les employés syndiqués des usines de trains d'atterrissage de Longueuil et de Laval ont voté en faveur de conventions collectives d'une durée de trois ans qui seront en vigueur jusqu'au 1er mai 2014 et 31 décembre 2014, respectivement.
- L'avionneur Embraer a décerné à la ligne de produits Trains d'atterrissage le prix ESC 2011 du meilleur fournisseur dans la catégorie Programme de développement. Ce prix reconnaît l'excellence de la performance de Héroux-Devtek en matière de qualité, flexibilité, livraison, soutien à la clientèle et développement dans le cadre de sa participation aux programmes des jets d'affaires Legacy 450 et 500. La Société conçoit et développe le train d'atterrissage destiné à ces jets aux termes d'un contrat obtenu en juillet 2008 et valide pour la durée de vie utile des appareils. Héroux-Devtek avait remporté ce même prix en 2009.

### **Acquisition des actifs de la société Eagle Tool Machine Co. et de sa filiale**

Comme il a été indiqué antérieurement dans les états financiers consolidés audités de l'exercice précédent, la Société a annoncé, le 28 avril 2010, qu'elle avait complété, par l'entremise d'une filiale américaine, l'acquisition de la quasi-totalité des actifs nets de la société Eagle Tool & Machine Co et de sa filiale All Tool Inc. Il s'agit de deux sociétés privées, basées aux États-Unis, spécialisées dans la fabrication de composants usinés de précision destinés principalement au secteur de l'aérospatiale militaire, dont les ventes annuelles s'élevaient à environ 40 millions de dollars avant l'acquisition, selon leur exercice financier clos le 31 décembre 2009 (se reporter à la Note 5 des états financiers consolidés).

La répartition finale du prix d'achat total des actifs nets acquis, ainsi que les sources de financement, se présentent comme suit :

<b>Actifs nets acquis (000 \$)</b>		<b>Sources de financement (000 \$)</b>	
Fonds de roulement	16 797 \$	Facilités de crédit	16 711 \$
Immobilisations corporelles	8 498	Trésorerie	12 102
Carnet de commandes	1 390	Billet à payer, portant intérêt à 5 %, remboursable sur 40 mois	3 721
Écart d'acquisition	5 849		
	<b>32 534 \$</b>		<b>32 534 \$</b>

Pour financer cette transaction, la Société a prélevé un montant de 16,7 millions de dollars (16,5 millions de dollars US) sur ses facilités de crédit américaines et a utilisé 12,1 millions de dollars de sa trésorerie au cours du premier trimestre de l'exercice 2011.

Dans la présente analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation, la direction fait état des résultats consolidés qui englobent ceux de l'unité d'exploitation Landing Gear USA. Les résultats de Landing Gear USA pour l'exercice précédent ne couvrent que la période postérieure à l'acquisition, qui s'étend du 28 avril 2010 au 31 mars 2011, ce qui ne représente pas un exercice complet de douze mois, comparativement à cette année. Pour tous les points importants expliqués, la direction fait ressortir l'incidence de l'acquisition sur les résultats du présent exercice afin d'aider le lecteur à comprendre l'évolution des résultats d'un exercice à l'autre.

### **Opérations sur devises**

La Société est exposée aux fluctuations de change découlant de la conversion des revenus (ventes), des dépenses et des éléments d'actif et de passif de ses établissements étrangers autonomes, de même que de la conclusion de transactions commerciales libellées principalement en dollars US. Les transactions libellées en devises sont initialement comptabilisées au taux de change de la monnaie fonctionnelle à la date des transactions excluant les contrats de change à terme et l'état des résultats des établissements à l'étranger est converti au taux de change moyen de l'exercice. Les taux de clôture sont utilisés pour convertir les actifs et les passifs monétaires libellés en devises ainsi que les éléments d'actif et de passif des établissements à l'étranger. Les taux de change de clôture et les taux de change moyens s'établissaient comme suit en date du 31 mars 2012 et du 31 mars 2011, soit les dates de clôture respectives des exercices financiers 2012 et 2011.

<b>Taux de change Canada / États-Unis</b>		<b>2012</b>	<b>2011</b>
Taux moyen pour l'exercice clos	\$ CA/équivalent 1 \$ US	<u>0,9931</u>	<u>1,0164</u>
<b>Taux de change Canada / États-Unis</b>		<b>2012</b>	<b>2011</b>
Taux de clôture	\$ CA/équivalent 1 \$ US	<u>0,9975</u>	<u>0,9696</u>

Comme il est indiqué ci-dessus, la valeur moyenne du dollar canadien par rapport à celle du dollar américain, d'un exercice à l'autre, a augmenté de plus de 2 %, ce qui, comme on peut s'y attendre, a exercé une pression accrue sur les ventes et les résultats en dollars US de la Société, y compris ceux générés par ses activités canadiennes. Cependant, la variation du taux de clôture depuis le 31 mars 2011 a eu un impact favorable minime sur les postes du bilan libellés en dollars US de la Société à la fin du présent exercice, comparativement à l'exercice précédent. L'incidence de la fluctuation des devises sur les ventes, le profit brut et certains éléments précis du bilan de la Société est présentée plus loin dans la présente analyse.

La Société a recours à des instruments financiers dérivés, conformément à sa politique de couverture, pour se protéger contre les risques liés aux fluctuations des devises (dollar canadien par rapport au dollar américain) et en atténuer les effets. Au 31 mars 2012, la Société était partie à des contrats de change à terme pour la vente de 145,3 millions de dollars US à un taux de change moyen pondéré de 1,0620. Ces contrats viennent à échéance à différentes dates au cours des trois prochains exercices financiers; la plupart d'entre eux arriveront toutefois à échéance au cours des deux prochains exercices.

Au 31 mars 2012, la Société avait également conclu des contrats de change à terme pour la vente de 4,7 millions de dollars US assortis d'un taux de change moyen pondéré de 1,2262. Ces contrats viennent tous à échéance au cours de l'exercice 2014 et visent à couvrir les risques de change (dollar canadien par rapport au dollar américain) liés à certains instruments dérivés incorporés.

### **Mesures non conformes aux IFRS**

La Société utilise le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA ») pour évaluer sa performance financière. Le BAIIA est une mesure financière qui n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS, ni par les PCGR antérieurs. La direction et les investisseurs estiment toutefois que cette mesure leur procure une information utile pour évaluer la rentabilité, les flux de trésorerie et la capacité de la Société à générer les fonds nécessaires au financement de ses activités et à ses besoins de dépenses en immobilisations.

Le calcul du BAIIA à partir des états financiers préparés en vertu des PCGR antérieurs (« BAIIA – PCGR antérieurs ») diffère quelque peu du calcul du BAIIA effectué à partir des états financiers préparés conformément aux IFRS (« BAIIA – IFRS »). Un rapprochement du BAIIA – PCGR antérieurs et du BAIIA – IFRS pour l'exercice clos le 31 mars est présenté ci-après :

<b>(000 \$)</b>	<b>2011</b>
<b>BAIIA – PCGR antérieurs</b>	<b>54 830</b>
Ajustements :	
Contrats de location-financement	1 633
Régimes de retraite	346
Méthode d'amortissement graduel du coût des options sur actions	211
Escomptes temporels appliqués aux provisions	229
Désactualisation au titre des intérêts sur les régimes de retraite	(154)
Ajustements totaux	2 265
<b>BAIIA – IFRS</b>	<b>57 095</b>

### Données financières annuelles choisies

Le tableau qui suit présente une sélection de données financières pour les trois derniers exercices.

<b>Exercices terminés les 31 mars</b>	<b>2012<sup>(1)</sup></b>	<b>2011<sup>(1)</sup></b>	<b>2010<sup>(2)</sup></b>
<b>(000 \$, sauf les données par action)</b>			
Ventes	<b>380 336</b>	357 572	320 354
BAIIA	<b>64 722</b>	57 095	48 437
Résultat net	<b>26 481</b>	19 129	16 003
Bénéfice par action (\$) – de base	<b>0,87</b>	0,64	0,52
Bénéfice par action (\$) – dilué	<b>0,86</b>	0,63	0,52
Actif total	<b>499 107</b>	472 540	394 847
Passifs à long terme (y compris la tranche à court terme de la dette à long terme)	<b>164 053</b>	152 663	107 796
Trésorerie et équivalents de trésorerie	<b>62 007</b>	32 910	46 591

(1) Établis conformément aux IFRS.

(2) Établis conformément aux PCGR antérieurs.

Le BAIIA de la Société est calculé comme suit :

<b>Exercices clos les 31 mars (000 \$)</b>	<b>2012<sup>(1)</sup></b>	<b>2011<sup>(1)</sup></b>	<b>2010<sup>(2)</sup></b>
Résultat net	<b>26 481</b>	19 129	16 003
Impôt sur le résultat	<b>7 881</b>	7 045	6 498
Frais financiers	<b>6 307</b>	5 638	4 676
Charge d'amortissement	<b>24 053</b>	24 646	21 260
BAIIA incluant les frais de restructuration	<b>64 722</b>	56 458	48 437
Frais de restructuration	-	637	-
<b>BAIIA</b>	<b>64 722</b>	<b>57 095</b>	<b>48 437</b>

(1) Établis conformément aux IFRS.

(2) Établis conformément aux PCGR antérieurs.

L'augmentation de 7,6 millions de dollars du BAIIA, de l'exercice 2011 à l'exercice 2012, s'explique essentiellement par une progression du résultat net et de la charge d'impôt connexe sur le résultat attribuable à l'accroissement du volume des ventes et à l'amélioration de la marge brute.

### **Ventes consolidées**

Les ventes consolidées se sont élevées à 380,3 millions de dollars, en hausse de 6,4 % par rapport à celles de 357,6 millions de dollars réalisées lors de l'exercice précédent. Cette évolution favorable des ventes de 22,8 millions de dollars résulte des éléments suivants :

- Une progression des ventes de 26,4 millions de dollars, ou 7,4 %, principalement attribuable à une augmentation des cadences de production dans les marchés commerciaux du secteur de l'aérospatiale et un accroissement de la demande des clients dans le secteur Industriel.
- Un impact favorable de 4,4 millions de dollars, ou 1,2 %, attribuable à l'apport de l'unité d'exploitation Landing Gear USA pendant une période complète de douze mois cette année (puisque l'acquisition d'Eagle Tool & Machine Co. et de sa filiale, All Tool Inc., a été finalisée le 28 avril 2010 au cours du précédent exercice financier).
- Une incidence négative de 8,0 millions de dollars, ou 2,2 %, du fait de l'appréciation du dollar canadien par rapport à la devise américaine.



Les ventes sectorielles de la Société se sont établies comme suit :

	2012	2011	Variation	
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	%
Total secteur de l'aérospatiale	<b>345 371</b>	331 993	13 378	4,0
Total secteur Industriel	<b>34 965</b>	25 579	9 386	36,7
<b>Total</b>	<b>380 336</b>	<b>357 572</b>	<b>22 764</b>	<b>6,4</b>

Pour l'exercice, l'augmentation des ventes de 13,4 millions, ou 4,0 %, par rapport à l'an dernier, du secteur de l'aérospatiale, qui ont atteint 345,4 millions de dollars, inclut l'incidence négative des taux de change (\$ US/\$ CA) de 7,2 millions de dollars ou 2,2 %. L'augmentation des ventes comprend également 4,4 millions de dollars supplémentaires attribuables à l'apport aux ventes pendant un exercice complet de l'unité d'exploitation Landing Gear USA. En ce qui a trait au secteur Industriel, les ventes durant l'exercice ont augmenté de 9,4 millions de dollars, ou 36,7 %, pour s'établir à 35,0 millions de dollars, comparativement à l'exercice précédent. Cette augmentation des ventes du secteur Industriel est attribuable à une progression des ventes destinées au secteur de l'équipement lourd et de composants de turbine à gaz.

#### *Secteur de l'aérospatiale*

Les ventes du secteur de l'aérospatiale se sont établies comme suit :

Lignes de produits	2012	2011	Variation	
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	%
Trains d'atterrissage	<b>242 283</b>	227 928	14 355	6,3
Aérostructure	<b>102 184</b>	103 465	(1 281)	(1,2)
Autres produits liés au secteur de l'aérospatiale	<b>904</b>	600	304	50,7
<b>Total</b>	<b>345 371</b>	<b>331 993</b>	<b>13 378</b>	<b>4,0</b>

Les ventes de la ligne de produits Trains d'atterrissage ont progressé de 14,4 millions de dollars, ou 6,3 %, pour s'établir à 242,3 millions de dollars, comparativement à l'exercice précédent. Cette progression est attribuable à l'augmentation des cadences de production des programmes de jets d'affaires et de gros porteurs commerciaux, principalement les programmes des appareils B-777 et A-320, et à un accroissement des besoins des clients dans le secteur militaire. Cette augmentation a été en partie contrebalancée par une baisse de la demande des clients dans les marchés des jets régionaux et de certains d'hélicoptères commerciaux ainsi que par l'incidence négative de l'appréciation du dollar canadien sur les ventes de cette ligne de produits libellées en dollars américains. Les ventes pour l'exercice ont également bénéficié d'une incidence favorable de 4,4 millions de dollars, ou 1,9 %, découlant des activités de l'unité d'exploitation Landing Gear USA durant une période complète d'un an.

Les ventes de la ligne de produits Aérostructure ont diminué de 1,3 million de dollars, ou 1,2 %, pour s'établir à 102,2 millions de dollars, comparativement à l'exercice précédent. La progression des ventes attribuable aux programmes de jets d'affaires, qui comprennent l'obtention de nouveaux mandats liés au programme du Gulfstream (GV), l'accélération des cadences de production du programme Joint Strike Fighter F-35 (« JSF ») et du programme de l'hélicoptère B-429 a été plus que contrebalancée par une diminution des besoins du client dans le cadre de certains programmes militaires et d'une réduction de la cadence de production du programme de l'avion régional à turbopropulseurs Dash 8 ainsi que par l'incidence négative de l'appréciation du dollar canadien sur les ventes de cette ligne de produits libellées en dollars américains.

Les ventes du secteur de l'aérospatiale présentées dans le tableau ci-dessus peuvent être ventilées par secteur comme suit :

	2012	2011	Variation	
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	%
Militaire <sup>(1)</sup>	210 861	209 921	940	0,4
Commercial	134 510	122 072	12 438	10,2
<b>Total secteur de l'aérospatiale</b>	<b>345 371</b>	<b>331 993</b>	<b>13 378</b>	<b>4,0</b>

(1) : Inclut les produits militaires vendus à des clients civils et à des gouvernements.

Les ventes des produits militaires ont progressé de 0,9 million de dollars, ou 0,4 %, cette année pour s'établir à 210,9 millions, comparativement à l'exercice précédent. Comme il est mentionné plus haut, les ventes de produits militaires reflètent la progression des ventes liées au JSF et comprennent également l'impact favorable de 4,4 millions de dollars, ou de 2,1 %, qu'à eu sur les ventes l'unité d'exploitation Landing Gear USA dont les résultats couvrent l'exercice complet. L'augmentation des ventes a en partie été contrebalancée par une diminution des besoins des clients principalement sur le marché secondaire du programme du F-16 et du programme F-22 qui tire à sa fin.

Les ventes commerciales se sont élevées à 12,4 millions de dollars, en hausse de 10,2 % par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à 134,5 millions de dollars en dépit de l'incidence négative de l'évolution du dollar canadien par rapport à la devise américaine. Cette hausse est attribuable à l'augmentation de la cadence de production de programmes de gros porteurs commerciaux, de jets d'affaires et de l'hélicoptère B-429, ainsi qu'à l'obtention de nouveaux mandats liés au Gulfstream (GV), en partie contrebalancée par une diminution des besoins des clients dans le marché des avions régionaux et de certains autres programmes d'hélicoptères.

## *Secteur Industriel*

Les ventes du secteur Industriel se sont établies comme suit :

	<b>2012</b>	<b>2011</b>	<b>Variation</b>	
	<b>(000 \$)</b>	<b>(000 \$)</b>	<b>(000 \$)</b>	<b>%</b>
Turbines à gaz	<b>14 748</b>	10 655	4 093	38,4
Autres produits industriels	<b>20 217</b>	14 924	5 293	35,5
<b>Total</b>	<b>34 965</b>	<b>25 579</b>	<b>9 386</b>	<b>36,7</b>

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012, les ventes du secteur Industriel ont progressé par rapport à l'exercice précédent, stimulées par un accroissement de la demande dans le secteur des turbines à gaz et par les ventes d'autres produits industriels destinés à l'équipement lourd dans l'industrie minière.

### *Répartition géographique des ventes*

La répartition géographique des ventes de la Société s'est établie comme suit:

	<b>2012</b>	<b>2011</b>
	<b>(%)</b>	<b>(%)</b>
Canada	<b>26</b>	26
États-Unis	<b>70</b>	70
International	<b>4</b>	4
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Comme le démontre le tableau ci-dessus, la répartition géographique des ventes est demeurée inchangée par rapport à l'exercice précédent.

### **Marge brute**

La marge brute consolidée, exprimée en pourcentage des ventes, a augmenté de 1,5 % comparativement à l'exercice précédent pour s'établir à 17,8 %. Cette progression s'explique principalement par l'augmentation globale des ventes de la Société, qui a permis une meilleure imputation des frais généraux de fabrication, ainsi que par une composition des ventes plus avantageuse dans le secteur de l'aérospatiale jumelée à certaines améliorations de coûts de fabrication dans les deux secteurs d'activité de la Société. Pour le présent exercice, l'incidence négative sur la marge brute des frais engagés dans le cadre du démarrage de la nouvelle usine du Mexique s'élève à 0,8 million de dollars, ou 0,2 % des ventes.

Les fluctuations de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain ont eu une incidence négative de 3,5 millions de dollars sur la marge brute en dollars de la Société cette année, ou 0,5 % lorsqu'exprimé en pourcentage des ventes, par rapport à l'exercice précédent. Outre la couverture naturelle découlant des achats de matières premières effectués en dollars américains, la Société a recours à des contrats de change à terme afin d'atténuer les répercussions des fluctuations des devises.

Dans le secteur de l'aérospatiale, la marge brute de la ligne de produits Trains d'atterrissage, exprimée en dollars et en pourcentage des ventes, a augmenté par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement d'une hausse des ventes et d'une composition des ventes plus avantageuse. La marge brute en dollars et en pourcentage des ventes de la ligne de produits Aérostructure a diminué par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement des coûts de démarrage engagés cette année pour la nouvelle usine du Mexique et d'une hausse des coûts de fabrication initiaux engagés pour la production de composants destinés à de nouveaux programmes.

Dans le secteur Industriel, la marge bénéficiaire brute, exprimée en dollars et en pourcentage des ventes, s'est considérablement améliorée, par rapport à l'exercice précédent. Cette amélioration est attribuable à la progression des ventes et une meilleure imputation des frais généraux de fabrication, jumelées aux retombées des améliorations continues apportées aux activités de fabrication réalisées au cours de l'exercice.

### **Frais de vente et d'administration**

Les frais de vente et d'administration se sont établis comme suit :

	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Frais de vente et d'administration (000 \$)	<b>26 961</b>	25 829
% des ventes	<b>7,1</b>	7,2

Les frais de vente et d'administration se sont établis à 27,0 millions de dollars, ou 7,1 % des ventes, pour l'exercice clos le 31 mars 2012 et comprennent des coûts de 0,5 million de dollars engagés dans le cadre du démarrage de la nouvelle usine du Mexique. De plus, les frais comptabilisés depuis le début de l'exercice traduisent l'incidence des résultats d'un exercice complet de l'unité d'exploitation Landing Gear USA, comparativement à l'exercice précédent, et l'augmentation des honoraires professionnels engagés pour certains projets spécifiques. Les frais de vente et d'administration incluent un gain de change de 0,3 million de dollars réalisé lors de la conversion d'actifs monétaires nets au cours de cet exercice, comparativement à une perte de 0,4 million de dollars lors de l'exercice précédent.

### **Résultat opérationnel**

Le résultat opérationnel consolidé s'est élevé à 40,7 millions de dollars, ou 10,7 % des ventes, pour l'exercice financier clos le 31 mars 2012, ce qui représente une hausse de 8,3 millions de dollars, ou 1,6 % des ventes, par rapport à celui de 32,4 millions de dollars, ou 9,1 % des ventes, réalisé lors de l'exercice précédent. Cette amélioration est attribuable à une hausse des ventes et de la marge brute tant dans le secteur de l'aérospatiale que dans le secteur Industriel, comme il est expliqué plus haut.

#### *Secteur de l'aérospatiale*

Le résultat opérationnel du secteur de l'aérospatiale s'est établi à 32,4 millions de dollars, ou 9,4 % des ventes, durant l'exercice, comparativement à 28,7 millions de dollars, ou 8,7 des ventes, lors de l'exercice précédent. Si l'on exclut l'incidence des coûts de démarrage de la nouvelle usine du Mexique de 1,4 million de dollars cette année, en partie contrebalancée par

l'incidence favorable de 0,2 million de dollars attribuable à l'apport de l'unité d'exploitation Landing Gear USA pendant un exercice complet, le résultat opérationnel du secteur de l'aérospatiale s'est élevé à 33,6 millions de dollars, ou 9,7 % des ventes, pour l'exercice clos le 31 mars 2012, soit une hausse de 4,9 millions de dollars, ou 1,0 % des ventes, par rapport au résultat opérationnel réalisé lors de la même période l'an dernier. L'augmentation du résultat opérationnel reflète l'incidence de la progression des ventes ainsi qu'une composition des ventes plus avantageuse, comme il a été expliqué plus haut.

### *Secteur Industriel*

Le résultat opérationnel a augmenté pour atteindre 8,2 millions de dollars, soit 23,5 % des ventes, comparativement à 3,7 millions de dollars, ou 14,5 % des ventes, l'an dernier. La hausse du résultat opérationnel de cet exercice reflète l'accroissement de la marge brute engendrée par la progression des ventes, une meilleure imputation des frais généraux de fabrication ainsi que les retombées des améliorations continues apportées aux activités de fabrication don il est fait mention plus haut.

<b>Frais financiers</b>	<b>2012</b> <b>(000 \$)</b>	<b>2011</b> <b>(000 \$)</b>
Frais d'intérêts	<b>3 479</b>	3 095
Désactualisation au titre des intérêts sur les prêts des autorités gouvernementales	<b>1 568</b>	1 330
Rachat de contrats de swap de taux d'intérêt	-	406
Amortissement des frais de financement différés	<b>440</b>	350
Commissions d'attente	<b>401</b>	220
Autre charge de désactualisation au titre des intérêts et ajustements au taux d'actualisation	<b>595</b>	305
Gain sur les instruments financiers classés comme des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net – Produits d'intérêt	<b>(176)</b>	(68)
<b>Total</b>	<b>6 307</b>	<b>5 638</b>

Les frais financiers se sont élevés à 6,3 millions de dollars pour l'exercice financier, comparativement à 5,6 millions de dollars lors de l'exercice précédent. La hausse des frais financiers de l'exercice comparativement à l'exercice précédent reflète l'augmentation des prêts des autorités gouvernementales et des obligations en vertu de contrat de location-financement sur douze mois. La hausse reflète également des rajustements plus élevés du taux d'actualisation sur les provisions et un accroissement de l'amortissement des frais de financement différés et des commissions d'attente, à la suite du renouvellement de la facilité de crédit de la Société en mars 2011 (se reporter à la note 19 des états financiers consolidés). Les frais financiers de l'exercice précédent comprenaient des coûts de 0,4 million de dollars liés au rachat de deux contrats de swap de taux d'intérêt lors du renouvellement de la facilité de crédit de la Société.

### **Frais de restructuration**

L'an dernier, soit le 13 mai 2010, la Société a entrepris des initiatives visant à optimiser et consolider la capacité de production de son secteur de l'aérospatiale, tout en améliorant

davantage sa productivité dans ses installations québécoises. Ainsi, l'usine de la Société située à Rivière-des-Prairies, au Québec, a été fermée en septembre 2010 et sa production a été transférée vers les autres installations de la Société situées dans la région métropolitaine de Montréal. L'an dernier, la Société avait comptabilisé des frais de restructuration de 0,6 million de dollars (0,4 million de dollars déduction faite des impôts). Au 31 mars 2012, le bâtiment rattaché à cette installation a été classé sous la rubrique Actif détenu en vue de la vente dans le bilan consolidé de la Société (se reporter à la Note 8 des états financiers consolidés).

### **Charge d'impôt sur le résultat**

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012, la charge d'impôt sur le résultat s'est élevée à 7,9 millions de dollars, comparativement à 7,0 millions de dollars lors de l'exercice précédent.

Le taux d'imposition effectif de la Société pour l'exercice 2012 s'est établi à 22,9 %, comparativement au taux d'imposition canadien combiné de 27,4 % prévu par la loi. Le taux d'imposition effectif reflète l'incidence favorable de différences permanentes (1,6 million de dollars) et d'ajustements d'impôts différés (0,8 million de dollars), qui ont été en partie contrebalancés par l'impact négatif du taux d'imposition plus élevé auquel les résultats des filiales américaines de la Société sont assujettis (0,8 million de dollars).

Lors de l'exercice précédent, le taux d'imposition effectif sur le résultat de la Société s'était établi à 26,9 %, comparativement au taux d'imposition canadien combiné de 28,7 % prévu par la loi. Cette différence s'explique par l'incidence favorable sur le taux d'imposition effectif de la Société de différences permanentes (0,5 million de dollars), par un redressement fiscal avantageux à la suite de la conclusion d'un audit fiscal portant sur un exercice antérieur et par des changements apportés au taux d'imposition sur les bénéficiaires au Canada (0,5 million de dollars), qui avaient été en partie contrebalancés par l'impact négatif du taux d'imposition plus élevé auquel les résultats des filiales américaines de la Société sont assujettis (0,5 million de dollars).

La baisse du taux d'imposition canadien combiné de la Société prévu par la loi cette année, par rapport à l'exercice précédent, reflète essentiellement la réduction du taux d'imposition fédéral sur le résultat des sociétés au Canada.

Aux 31 mars 2012 et 2011, il n'y avait aucun report prospectif de pertes opérationnelles ou autres écarts temporaires à l'égard desquels un actif d'impôts futurs correspondant n'avait pas été comptabilisé dans les états financiers consolidés.

Au 31 mars 2012, la Société avait des pertes autres qu'en capital fédérales disponibles qui pourront être appliquées dans le futur pour un total de 5,4 millions de dollars (1,6 million de dollars au 31 mars 2011 et 7,2 millions de dollars au 1<sup>er</sup> avril 2010), la majorité venant à échéance lors de l'exercice 2031.

### **Résultat net**

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012, la Société a enregistré un résultat net de 26,5 millions de dollars, soit 7,0 % des ventes, comparativement à un résultat net de 19,1 millions de dollars, ou 5,3 % des ventes, lors de l'exercice précédent. Cette hausse reflète l'augmentation du résultat opérationnel exprimé en pourcentage des ventes dans les deux secteurs d'activité de la Société. Le résultat net de l'exercice précédent est présenté déduction faite de frais de restructuration engagés pour la fermeture d'une usine, comme il a déjà été expliqué plus haut. Pour le présent

exercice, le résultat net comprend des coûts après impôts de 1,0 million de dollars engagés dans le cadre du démarrage de la nouvelle usine du Mexique. La Société a commencé à y fabriquer ses premières pièces de production et a généré des revenus de 0,7 million de dollars au quatrième trimestre du présent exercice financier.

	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Résultat net (millions \$)	<b>26,5</b>	19,1
Bénéfice par action – de base (\$)	<b>0,87</b>	0,64
Bénéfice par action – dilué (\$)	<b>0,86</b>	0,63

Le bénéfice par action de base est calculé en fonction d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation depuis le début de l'exercice de 30 356 946 pour l'exercice financier 2012 et de 30 112 464 pour l'exercice précédent, alors que le bénéfice par action dilué est calculé en fonction d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de 30 682 063 pour l'exercice financier 2012 et de 30 219 597 pour l'exercice précédent. L'augmentation du nombre d'actions ordinaires en circulation pour l'exercice 2012 est essentiellement attribuable à l'émission de 223 656 actions ordinaires aux termes du régime d'options sur actions de la Société et à l'émission de 44 916 actions ordinaires aux termes du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat de la Société (« régime d'achat d'actions ») (se reporter à la Note 21 des états financiers consolidés).

Le 24 mai 2012, soit au moment de la rédaction de cette analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation, la Société comptait 30 449 495 actions ordinaires et 1 411 344 options sur actions en circulation dont la durée moyenne pondérée avant l'échéance était de 3,3 années.

### **Cumul des autres éléments du résultat global (« CAERG ») et résultat global**

Pour l'exercice financier clos le 31 décembre 2012, l'appréciation du dollar américain, par rapport à la devise canadienne, a eu un impact positif important sur les gains réalisés par la Société lors de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger, tandis qu'elle a eu une incidence négative importante sur le montant net des pertes résultant de l'évaluation à leur juste valeur des instruments financiers dérivés de la Société, ainsi que sur le montant net des pertes subies sur la couverture des investissements nets dans les établissements américains. De plus, le rendement moins élevé que prévu réalisé sur les actifs des régimes de retraite à prestations définies de la Société et la diminution du taux d'actualisation servant à déterminer les obligations au titre des prestations définies ont eu des répercussions négatives sur le montant net des pertes actuarielles. Ces fluctuations ont eu un impact important sur le CAERG de la Société et sur le résultat global connexe pour l'exercice 2012.

## FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

### *Facilité de crédit et trésorerie et équivalents de trésorerie*

Dans l'ensemble, la Société présente une situation financière saine et est en bonne posture pour faire face à ses besoins financiers. En mars 2011, la Société a renouvelé et augmenté ses facilités de crédit renouvelables de premier rang, consortiales et garanties en les regroupant en une seule facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie (la « facilité de crédit »), consentie par un syndicat de cinq banques à charte canadiennes et leurs sociétés affiliées ou succursales américaines ainsi que par la succursale canadienne d'une banque américaine. Cette facilité de crédit permet à la Société et ses filiales d'emprunter jusqu'à 150 millions de dollars, en dollars canadiens ou l'équivalent en dollars américains, et viendra à échéance en mars 2016 (se reporter à la Note 19 des états financiers consolidés). Elle comprend également une clause accordéon qui permettrait de l'augmenter jusqu'à 225 millions de dollars pendant toute la durée de la convention de crédit, sous réserve de l'approbation des prêteurs. Au 31 mars 2012, seule une somme de 59,4 millions de dollars canadiens (59,5 millions de dollars US) avait été prélevée sur cette facilité de crédit. Compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie dont dispose la Société, de sa facilité de crédit disponible et du niveau prévu de ses dépenses en immobilisations et de ses résultats, la direction ne prévoit pas être confrontée à un risque important de liquidité dans un avenir prévisible. Au 31 mars 2012, la trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Société s'élevaient à 62,0 millions de dollars, comparativement à 32,9 millions de dollars au 31 mars 2011, dont 39,9 millions de dollars (25,1 millions de dollars au 31 mars 2011) avaient été investis dans des dépôts à court terme auprès de banques faisant partie du syndicat bancaire.

### *Activités opérationnelles*

La Société a généré des flux de trésorerie de ses activités opérationnelles et a utilisé sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie pour ses activités opérationnelles comme suit :

	<b>2012</b>	<b>2011</b>
	<b>(000 \$)</b>	<b>(000 \$)</b>
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	<b>55 905</b>	50 392
Variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités opérationnelles	<b>(6 387)</b>	(19 580)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	<b>49 518</b>	<b>30 812</b>

L'augmentation de 5,5 millions de dollars des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles pour l'exercice clos le 31 mars 2012 s'explique essentiellement par la hausse de 7,4 millions de dollars du résultat net, qui a été en partie contrebalancée par une baisse de 2,0 millions de dollars de la charge d'impôt différé.



La variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités opérationnelles pour l'exercice 2012 peut être résumée de la façon suivante :

	<b>2012</b>	<b>2011</b>
	<b>(000 \$)</b>	<b>(000 \$)</b>
Comptes clients	<b>2 946</b>	(18 187)
Stocks	<b>(486)</b>	17 799
Facturations progressives	<b>(9 460)</b>	(16 785)
Provisions	<b>432</b>	(1 144)
Autres	<b>181</b>	(1 263)
	<b>(6 387)</b>	<b>(19 580)</b>

Pour l'exercice financier clos le 31 mars 2012, la diminution des comptes clients est principalement attribuable à la réduction du délai moyen de recouvrement des débiteurs, qui s'explique par les efforts soutenus déployés dans le but d'améliorer le recouvrement des comptes clients. Cette baisse a été en partie contrebalancée par l'incidence de la hausse du taux de change de clôture \$ US/\$ CA utilisé pour la conversion des soldes de fin d'exercice des comptes clients libellés en dollars US. La réduction des facturations progressives découle principalement d'une composition du carnet de commandes fermes plus considérable dans le secteur commercial que dans le secteur militaire, de même que d'une diminution du carnet de commandes lié à certains programmes militaires.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2011, l'accroissement du niveau d'activité commerciale par rapport à l'exercice 2010 a eu pour effet d'augmenter le solde des comptes clients d'un exercice sur l'autre. La réduction des stocks et des facturations progressives connexes reflète l'incidence de la diminution du taux de change de clôture \$ US/\$ CA utilisé pour la conversion des soldes de fin d'exercice des filiales américaines de la Société et est aussi attribuable aux améliorations apportées aux activités de fabrication dans le but de réduire les niveaux de stocks.

### Activités d'investissement

Les activités d'investissement de la Société se résument comme suit :

	2012 (000 \$)	2011 (000 \$)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(14 923)	(19 646)
Augmentation d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	(8 196)	(7 980)
Produit de la vente d'immobilisations corporelles	438	139
Acquisition d'entreprise	-	(28 813)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(22 681)	(56 300)

Le 28 avril 2010, la Société a investi 28,8 millions de dollars afin d'acquérir la quasi-totalité des éléments d'actif nets de l'unité d'exploitation Landing Gear USA (se reporter à la Note 5 des états financiers consolidés).

Les acquisitions d'immobilisations corporelles présentées ci-haut se réconcilient comme suit :

	2012 (000 \$)	2011 (000 \$)
Acquisitions brutes au cours de l'année (se reporter à la Note 14 des états financiers consolidés)	25 661	25 343
Aide gouvernementale	(2 251)	(1 569)
Acquisitions selon l'informations sectorielle (se reporter à la Note 28 des états financiers consolidés)	23 410	23 774
Variation des acquisitions non encore payées inclusent dans les comptes fournisseurs – autres à la fin de l'exercice	1 118	(4 128)
Machinerie et équipement acquis aux termes de contrats de location-financement	(9 605)	-
Acquisitions selon les états des flux de trésorerie	14 923	19 646

Le montant des acquisitions d'immobilisations corporelles pour l'exercice 2012 comprend un investissement de 3,8 millions de dollars en lien avec la nouvelle usine au Mexique et un montant de 2,9 millions de dollars pour l'acquisition d'une nouvelle installation à Cleveland. Les activités de Cleveland de l'unité d'exploitation Landing Gear USA seront transférées des installations actuelles louées au nouveau bâtiment au cours du premier trimestre de l'exercice 2013. Les coûts associés à ce transfert ne devraient avoir aucune incidence financière importante.

Pour l'exercice financier 2011, les acquisitions d'immobilisations comprennent les coûts associés à l'agrandissement des installations dédiées au programme du JSF à l'usine de la Société située à Arlington, au Texas, ainsi qu'à la machinerie et l'équipement y afférant. Ils comprennent également l'investissement dans un nouveau laboratoire d'essais de trains d'atterrissage situé à

St-Hubert, au Québec qui est nécessaire pour les programmes du secteur de l'aérospatiale que développe actuellement la Société.

Il est prévu que les dépenses en immobilisations pour l'exercice 2013 s'élèveront à environ 25 millions de dollars, dont un montant de 3 millions de dollars relatif à la nouvelle usine au Mexique.

L'augmentation des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée représente les coûts de développement capitalisés pour des contrats à long terme dans le secteur de l'aérospatiale, principalement pour des programmes de jets d'affaires. Les ventes liées à ces programmes devraient commencer vers la fin de l'exercice 2013 et augmenteront progressivement au cours des cinq années suivantes.

#### *Activités de financement*

Les activités de financement de la Société se présentent comme suit :

	<b>2012</b>	<b>2011</b>
	<b>(000 \$)</b>	<b>(000 \$)</b>
Augmentation de la dette à long terme	<b>6 983</b>	23 727
Remboursement de la dette à long terme	<b>(6 785)</b>	(6 641)
Augmentation des frais de financement différés	-	(2 198)
Rachat d'actions ordinaires	-	(3 570)
Émission d'actions ordinaires	<b>1 379</b>	1 474
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	<b>1 577</b>	<b>12 792</b>

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012, l'augmentation de la dette à long terme reflète l'obtention de nouveaux prêts des autorités gouvernementales destinés à soutenir principalement les coûts de développement de la Société liés à des programmes du secteur de l'aérospatiale. Lors de l'exercice précédent, l'augmentation de la dette à long terme avait été attribuable au prélèvement de 16,5 millions de dollars américains effectué sur la facilité de crédit de la Société pour financer l'acquisition de l'unité d'exploitation Landing Gear USA et à l'obtention de nouveaux prêts des autorités gouvernementales.

Cette année tout comme lors de l'exercice précédent, le remboursement de la dette à long terme comprend le remboursement de contrats de location-financement pour de la machinerie et de l'équipement et d'un billet qui avait été émis dans le cadre de l'acquisition de l'unité d'exploitation Landing Gear USA.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, la Société a émis 223 656 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options sur actions pour une contrepartie totale en espèces de 1 061 000 \$. La Société a également émis, aux termes de son régime d'achat d'actions, 44 916 actions ordinaires au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, pour une contrepartie totale en espèces de 318 000 \$.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2011, la Société avait émis 245 221 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options sur actions, pour une contrepartie en espèces de 1 144 000 \$. La Société avait également émis 60 802 actions ordinaires, aux termes de son régime d'achat d'actions pour une contrepartie totale en espèces de 330 000 \$. Durant la même période, la Société avait racheté 617 700 actions ordinaires en vertu de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités lancée en novembre 2009 (« OPR ») pour une contrepartie totale en espèces de 3 570 000 \$ (se reporter à la Note 21 des états financiers consolidés).

Au 31 mars 2012, la Société respectait toutes les clauses restrictives relatives à sa dette et elle prévoit qu'il en sera de même tout au long du prochain exercice.

### **Régimes de retraite**

La Société offre à certains employés des régimes de retraite à prestations définies. La Société a des régimes de retraite à prestations définies agréés et non agréés. Au 31 mars, la situation de capitalisation de ces régimes s'établissait comme suit :

	<b>2012</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
	<b>(000 \$)</b>	<b>(000 \$)</b>	<b>(000 \$)</b>
Situation de capitalisation des régimes (déficit)	(8 061)	(3 122)	(3 089)

Au 31 mars 2012, le déficit de 8,1 millions de dollars des régimes de retraite exclut un montant de 4,7 millions de dollars pour des engagements liés à des régimes de retraite non agréés en faveur d'anciens dirigeants de Devtek Corporation, une société acquise en juin 2000 et dont le passif du régime de retraite ne requiert pas d'être capitalisé. De fait, la capitalisation ne s'effectue qu'au moment du paiement des prestations au personnel retraité de la direction.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, la Société a pris la décision de capitaliser graduellement certains régimes de retraite à prestations définies non capitalisés sur une période de cinq ans.

Au 31 mars 2012, l'hypothèse de taux d'actualisation servant à déterminer les obligations au titre des prestations définies des régimes de retraite à prestations définies agréés et non agréés s'établissait à 5,0 %, comparativement à 5,6 % un an auparavant. Cette réduction du taux d'actualisation a eu pour effet d'accroître les obligations des régimes de retraite de 2,4 millions de dollars (se reporter à la Note 24 des états financiers consolidés).

Au 31 mars 2012, les cotisations devant être versées à l'ensemble des régimes de retraite à prestations définies au cours de l'exercice 2013 s'élevent à 4,0 millions de dollars, tandis que le montant total des exigences de capitalisation minimales pour les régimes de retraite à prestations définies agréés au cours des cinq prochaines années se chiffrait à 7,7 millions de dollars.

### **Offre publique de rachat dans le cours normal des activités**

Au cours de l'exercice 2010, soit le 25 novembre 2009, la Société a lancé une nouvelle OPR avec l'approbation de la Bourse de Toronto (TSX). En vertu des modalités de l'OPR, la Société pouvait acquérir jusqu'à 1 500 000 de ses actions ordinaires, ce qui représentait environ 5 % des actions émises et en circulation de la société au 19 novembre 2009. L'OPR a pris fin le 24 novembre 2010. Au cours de cette période, la société a racheté 711 100 actions ordinaires à un prix net

moyen de 5,68 \$ l'action, pour une contrepartie totale en espèces de 4,0 millions de dollars (se reporter à la Note 21 des états financiers consolidés).

Toutes les actions ordinaires achetées par la Société par le biais de l'OPR ont été acquises sur le marché ouvert par l'entremise de la Bourse de Toronto ou d'autres marchés canadiens conformément aux politiques de cette dernière et ont été remises par la Société à son agent des transferts pour annulation.

### **Capital émis, régime d'options sur actions et régime d'achat d'actions**

Au 31 mars 2012, la Société comptait 30 442 370 actions ordinaires en circulation (30 173 798 au 31 mars 2011).

Au cours de l'exercice 2012, la Société a émis 223 656 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options sur actions à un prix moyen pondéré de 4,75 \$ l'action, pour une contrepartie totale en espèces de 1 061 000 \$. La Société a également émis 44 916 actions ordinaires en vertu de son régime d'achat d'actions à un prix moyen pondéré de 7,08 \$ l'action, pour une contrepartie totale en espèces de 318 000 \$.

Au cours de l'exercice 2011, la Société avait émis 245 221 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options sur actions à un prix moyen pondéré de 4,66 \$, pour une contrepartie totale en espèces de 1 144 000 \$. La Société avait également émis 60 802 actions ordinaires en vertu de son régime d'achat d'actions à un prix moyen pondéré de 5,45 \$ l'action, pour une contrepartie totale en espèces de 330 000 \$.

Au 31 mars 2012, 1 411 344 options sur actions étaient émises et en circulation. Ces options, dont la durée moyenne pondérée avant échéance était de 3,5 années, étaient assorties d'un prix d'exercice moyen pondéré de 6,48 \$ l'action (se reporter à la Note 21 des états financiers consolidés).

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, le nombre total d'actions réservées à des fins d'attribution ou d'émission ultérieures aux termes du régime d'options sur actions et du régime d'achat d'actions a été remis à niveau en raison du nombre limité d'actions ordinaires encore disponibles en vertu de ces régimes et par suite de l'approbation des actionnaires de la Société lors de l'assemblée générale annuelle et extraordinaire qui a eu lieu le 4 août 2011. Par conséquent, le nombre total d'actions ordinaires disponibles à des fins d'attribution ou d'émission ultérieures aux termes de ces régimes, immédiatement après l'approbation des actionnaires de la Société, s'établissait comme suit :

<b>Actions ordinaires</b>	<b>Régime d'options d'achat d'actions</b>	<b>Régime d'achat d'actions</b>	<b>Nombre total d'actions ordinaires</b>
Nombre total d'actions	2 808 257	340 000	3 148 257

Au 31 mars 2012, 2 784 924 actions ordinaires n'avaient pas encore été émises aux termes du régime d'options sur actions et 308 754 actions ordinaires n'avaient pas encore été émises aux termes du régime d'achat d'actions.

## **Régime de droits à la plus-value d'actions et régime d'unités d'actions différées**

Jusqu'en août 2010, la Société offrait un régime de droits à la plus-value d'actions (« DPVA ») en vertu duquel des droits étaient attribués aux administrateurs non salariés. Même si le régime de DPVA a depuis été remplacé par un régime d'unités d'actions différées (« UAD ») qui a été approuvé en mai 2011 par le conseil d'administration de la Société, les DPVA en circulation émises avant le mois d'août 2010 sont toujours valides. Au 31 mars 2012, 130 500 DPVA étaient encore en circulation, assortis d'un prix d'exercice moyen pondéré de 6,32 \$ et devant venir à échéance à diverses dates entre les exercices 2013 et 2016. Pour l'exercice clos le 31 mars 2012, 12 500 DPVA ont été exercés à un prix d'exercice de 5,00 \$, puisqu'ils étaient sur le point de venir à échéance.

Le régime d'UAD est offert aux administrateurs non salariés de la société dans l'intention, d'une part, d'améliorer la capacité de la Société d'attirer et de retenir des individus exceptionnels pour siéger au conseil d'administration et contribuer à la réussite à long terme de la Société et, d'autre part, de mieux aligner les intérêts des administrateurs non salariés de la Société sur ceux de ses actionnaires.

Le régime d'UAD permet aux participants de recevoir une rémunération à la date de départ, à titre de membres du conseil d'administration, qui représente une contrepartie au comptant égale au cours coté des actions ordinaires de la Société pour chaque UAD. Ces UAD sont passées en charges à mesure qu'elles sont gagnées et leur coût est déterminé à l'aide d'un modèle d'évaluation, puis réévalué à chaque période de présentation de l'information financière. Chaque administrateur peut également choisir, à chaque exercice financier, de convertir jusqu'à concurrence de 50 % de ses honoraires annuels de base d'administrateur en UAD. Les droits afférents à ces UAD sont acquis sur une période d'un an.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, la Société a émis 37 718 UAD, incluant 15 172 UAD relatifs à l'exercice financier 2011.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012, la reprise de la charge au titre des DPVA s'est élevée à 43 000 \$ (charge de 410 000 \$ en 2011) tandis que la charge au titre des UAD s'est chiffrée à 164 000 \$ (138 000 \$ en 2011) (se reporter à la Note 21 des états financiers consolidés).

## Bilans consolidés

Le tableau qui suit présente et explique en détail les variations importantes ayant affecté les bilans consolidés entre le 31 mars 2011 et le 31 mars 2012 :

Rubrique	Variation (millions \$)	Note explicative
Trésorerie et équivalents de trésorerie	29,1	Se reporter aux états des flux de trésorerie consolidés.
Comptes clients	(2,9)	Diminution du délai moyen de recouvrement des comptes clients qui s'explique par le déploiement d'efforts continus en matière de recouvrement. Cette baisse a été en partie contrebalancée par l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur les comptes clients libellés en dollars américains, par rapport à l'an dernier (1,4 million de dollars).
Stocks	0,5	Cette hausse reflète principalement l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA plus élevé aux fins de conversion des stocks des établissements américains (1,2 million de dollars).
Instruments financiers dérivés (éléments d'actif à court terme)	(4,5)	Variation imputable à la constatation des instruments financiers dérivés à court terme évalués à leur juste valeur au bilan de la Société. La baisse est principalement le résultat, d'une année à l'autre, d'un différentiel moins élevé entre les taux de change moyens pondérés \$ US/\$ CA des contrats de change à terme et le taux de clôture utilisé, tous deux en date du bilan.
Autres actifs à court terme	1,8	Cette variation est principalement attribuable à une augmentation de 2,4 millions de dollars des crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt à recevoir, ce qui cadre avec l'augmentation des coûts de développement admissibles pour des contrats à long terme dans le secteur de l'aérospatiale.
Immobilisations corporelles, montant net	2,5	Variation imputable à : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'acquisition d'immobilisations corporelles de 23,4 millions de dollars;</li><li>• l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA plus élevé aux fins de conversion des actifs nets des établissements américains (1,5 million de dollars).</li></ul>

Rubrique	Variation (millions \$)	Note explicative
		Déduction faite : <ul style="list-style-type: none"> <li>• de la charge d'amortissement (21,8 millions de dollars);</li> <li>• de la cession d'immobilisations corporelles (0,6 million de dollars).</li> </ul>
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net (incluant un carnet de commandes net de 2,1 millions de dollars)	6,0	Variation imputable à : <ul style="list-style-type: none"> <li>• une hausse des coûts de développement capitalisés pour des contrats à long terme dans le secteur de l'aérospatiale (7,6 millions de dollars);</li> <li>• l'acquisition de logiciels (0,6 million de dollars);</li> <li>• l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA plus élevé aux fins de conversion des actifs nets des établissements américains (0,1 million de dollars).</li> </ul> <p>Déduction faite :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de l'amortissement de la valeur sous-jacente du carnet de commandes (1,3 million de dollars);</li> <li>• de l'amortissement des coûts de développement capitalisés et des logiciels (1,0 million de dollars).</li> </ul>
Instruments financiers dérivés (éléments d'actif à long terme)	(6,9)	Variation imputable à la constatation des instruments financiers dérivés à long terme évalués à leur juste valeur au bilan de la Société. La baisse est principalement le résultat, d'une année à l'autre, d'un différentiel moins élevé entre les taux de change moyens pondérés \$ US/\$ CA des contrats de change à terme et le taux de clôture utilisé, tous deux en date du bilan.
Comptes fournisseurs et charges à payer	3,7	Augmentation résultant d'une progression du volume des ventes au quatrième trimestre de l'exercice, par rapport à l'exercice précédent, combinée à l'incidence du taux de change \$ US/\$ CA plus élevé utilisé aux fins de conversion des comptes fournisseurs et charges à payer libellés en dollars américains, comparativement à l'exercice précédent (0,6 million de dollars).
Comptes fournisseurs - autres	(1,1)	Baisse attribuable à une diminution de la portion des acquisitions d'immobilisations corporelles non payées.



Rubrique	Variation (millions \$)	Note explicative
Facturations progressives (à court et à long terme)	(9,5)	La réduction des facturations progressives reflète essentiellement une composition du carnet de commandes fermes plus considérable dans le secteur commercial que dans le secteur militaire, de même qu'une réduction du carnet de commandes lié à certains programmes militaires. Cette baisse a été en partie contrebalancée par l'incidence de l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA plus élevé aux fins de conversion des facturations progressives des établissements américains libellées en dollars américains (0,4 million de dollars).
Dette à long terme (y compris la tranche à court terme)	13,6	<p>Variation imputable à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'obtention de prêts des autorités gouvernementales destinés à soutenir des investissements dans des programmes de développement dans le secteur de l'aérospatiale (7,1 millions de dollars);</li> <li>• de nouveaux contrats de location-financement (9,6 millions de dollars);</li> <li>• la désactualisation au titre des intérêts sur des prêts des autorités gouvernementales (1,6 million de dollars);</li> <li>• l'amortissement de frais de financement différés liés à la nouvelle structure de financement (0,4 million de dollars);</li> <li>• l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA plus élevé aux fins de conversion de la dette à long terme libellée en dollars américains (1,7 million de dollars).</li> </ul> <p>Déduction faite :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de remboursements de capital sur la dette à long terme (6,8 millions de dollars).</li> </ul>
Instruments financiers dérivés (éléments d'actif à long terme)	1,5	Variation imputable à la constatation des instruments financiers dérivés à long terme évalués à leur juste valeur au bilan de la Société. L'augmentation reflète principalement la diminution du taux d'intérêt utilisé à la fin de l'exercice pour évaluer la juste valeur des contrats de swap de taux d'intérêt, comparativement à l'exercice précédent.
Capital émis	2,1	Variation imputable aux actions ordinaires émises en vertu du régime d'options sur actions à la suite de l'exercice d'options sur actions (1,8 million de dollars) et en vertu du régime d'achat d'actions de la Société (0,3 million de dollars).

Rubrique	Variation (millions \$)	Note explicative
Cumul des autres éléments du résultat global	(7,4)	Variation imputable à la contrepartie de l'impact des fluctuations du taux de change sur les actifs nets des établissements à l'étranger et sur la couverture des investissements nets dans les établissements américains, combinée aux gains nets (pertes nettes), déduction faite des impôts, réalisés lors de l'évaluation à la juste valeur des instruments financiers désignés comme instruments de couverture de flux de trésorerie.
Bénéfices non répartis	25,1	L'augmentation reflète principalement le résultat net de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2012, en partie contrebalancé par les pertes actuarielles et la variation nette de la limite des actifs et des exigences de financement minimales des régimes de retraite à prestations définies de la Société pour l'exercice financier clos le 31 mars 2012.

En date du 31 mars 2012 et du 31 mars 2011, le ratio du fonds de roulement de la Société, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, le ratio de la dette à long terme/capitaux propres et le ratio de la dette nette/capitaux propres<sup>(1)</sup> s'établissaient comme suit :

	31 mars 2012	31 mars 2011
Ratio du fonds de roulement	<b>2,76:1</b>	2,52:1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	<b>62,0 M\$</b>	32,9 M\$
Ratio de la dette à long terme/capitaux propres	<b>0,44:1</b>	0,44:1
Ratio de la dette nette/capitaux propres <sup>(1)</sup>	<b>0,23:1</b>	0,32:1

(1) : Se définit comme la dette à long terme (incluant la tranche à court terme) moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie, sur les capitaux propres.

Le tableau qui suit présente un résumé des engagements contractuels de la Société, y compris les versements payables au cours de chacune des cinq années subséquentes et les suivantes.

<b>Engagements contractuels (000 \$)</b>	<b>Versements payables par période</b>				
	<b>Total</b>	<b>1 an</b>	<b>2 à 3 ans</b>	<b>4 à 5 ans</b>	<b>Plus de 5 ans</b>
Prêts des autorités gouvernementales (incluant les frais d'intérêt effectifs accumulés)	<b>48 595</b>	3 367	5 698	8 720	30 810
Contrats de location-financement (incluant les frais d'intérêt)	<b>28 023</b>	7 661	11 420	6 202	2 740
Billet à payer (incluant les frais d'intérêt)	<b>1 596</b>	1 197	399	-	-
Facilité de crédit	<b>59 351</b>	-	-	59 351	-
<b>Sous-total</b>	<b>137 565</b>	<b>12 225</b>	<b>17 517</b>	<b>74 273</b>	<b>33 550</b>
Engagements d'acquisition d'immobilisations corporelles	<b>2 843</b>	2 843	-	-	-
Contrats de location simple – Bâtiments et installations	<b>4 315</b>	929	1 117	669	1 600
<b>Total des engagements contractuels</b>	<b>144 723</b>	<b>15 997</b>	<b>18 634</b>	<b>74 942</b>	<b>35 150</b>

### **Aide gouvernementale**

Pour l'exercice 2012, la Société a enregistré, à titre de réduction du coût des ventes, un montant de 4,9 millions de dollars (2,4 millions de dollars lors de l'exercice précédent) et, à titre de réduction des dépenses en immobilisations corporelles ou coûts de développement capitalisés, un montant de 5,1 millions de dollars (3,9 millions de dollars lors de l'exercice précédent) en aide gouvernementale.

Cette aide gouvernementale comprend principalement les crédits d'impôt à l'investissement, d'autres crédits d'impôt et la portion actualisée des prêts des autorités gouvernementales.

### **Instruments dérivés, postes hors bilan et engagements contractuels**

En date du 31 mars 2012, la Société était partie à des contrats de location simple d'une valeur totale de 4,3 millions de dollars portant sur des immeubles et des installations. Ces sommes sont payables au cours des dix prochains exercices financiers. Par ailleurs, la valeur totale des engagements contractuels de la Société au titre de l'acquisition de machinerie et d'équipement se chiffrait à 2,8 millions de dollars (se référer à la Note 25 des états financiers consolidés).

La juste valeur des instruments financiers dérivés présentée dans les bilans consolidés est calculée selon les modèles d'évaluation de la Société. Ces modèles projettent les flux de trésorerie futurs et les actualisent selon les modalités contractuelles de l'instrument dérivé et les facteurs des données observables de marché externe, comme les taux d'intérêt, les taux de change et les facteurs de prix et de volatilité, s'il y a lieu. Ils tiennent également compte de la qualité du crédit des instruments financiers sous-jacents.

Au 31 mars 2012, la Société avait des contrats de change à terme avec des banques à charte canadiennes pour la vente de 145,3 millions de dollars US à un taux de change moyen pondéré de 1,0620 (dollar canadien par rapport au dollar américain, « \$ CA/\$ US »). Ces contrats, qui ont trait en grande partie aux ventes à l'exportation de la Société, viennent à échéance à divers moments entre le mois d'avril 2012 et le mois de mars 2015, mais principalement au cours des deux prochains exercices (se reporter à la Note 31 des états financiers consolidés). À titre comparatif, la Société était partie à des contrats de change à terme totalisant 159,0 millions de dollars US en date du 31 mars 2011. Ces contrats étaient assortis d'un taux de change moyen pondéré de 1,1032.

Au 31 mars 2012, la Société était également partie à des contrats de change à terme pour la vente de 4,7 millions de dollars US à un taux moyen pondéré de 1,2262 \$ CA/\$ US (7,7 millions de dollars US à un taux moyen pondéré de 1,2343 au 31 mars 2011). Ces contrats visent à couvrir le risque de change associé à certains dérivés incorporés et viendront tous à échéance au cours de l'exercice financier 2014.

En mars 2011, à la suite du renouvellement de la facilité de crédit de la Société, et dans le but de limiter l'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt sur une portion de sa dette à long terme libellée en dollars US, conformément à sa politique de gestion des risques, la Société a conclu trois ententes de swaps de taux d'intérêt pour un montant total de 40 millions de dollars US. Les ententes qui fixent le TIOL américain à 3,90 % pour un montant de 20 millions de dollars US et à 3,91 % pour des montants totalisant 20 millions de dollars US, viendront à échéance en décembre 2015.

Les risques de crédit et de concentration de crédit liés à ces instruments financiers sont restreints du fait que la Société fait affaire uniquement avec des banques à charte canadiennes et leurs filiales ou succursales américaines ainsi qu'avec une succursale canadienne d'une banque américaine, qui sont des institutions financières de première qualité conformément à la politique en matière de placement de la Société. Par conséquent, la Société ne prévoit pas que les contreparties manqueront à leurs obligations contractuelles.

En mars 2011, la Société a désigné certaines dettes à long terme comme couvertures de ses investissements nets dans les établissements américains. Cette désignation demeure en vigueur en date du 31 mars 2012.

## **Conjoncture financière et économique**

L'amélioration modeste de l'économie mondiale a eu des répercussions positives sur la plupart des marchés stratégiques de la Société au cours de son exercice financier 2012. Cependant, dans le marché des gros porteurs commerciaux, les fabricants ont annoncé plusieurs augmentations de la cadence de production de leurs programmes d'envergure jusqu'à l'année civile 2014, tandis

que la plupart des principaux marchés industriels que dessert la Société bénéficient d'une dynamique de plus en plus favorable. Entre-temps, le marché de l'aérospatiale militaire s'est stabilisé, alors que les gouvernements tentent de résorber leur déficit. Cependant, l'économie demeure fragile en raison de la situation de la dette de divers pays et de l'instabilité géopolitique dans certaines régions. En conséquence, Héroux-Devtek continue à surveiller de près sa stratégie et sa gestion du risque.

Bien que le carnet de commandes de la Société demeure bien rempli, le report ou l'annulation de commandes d'achat pourraient avoir une incidence défavorable sur les résultats à venir. La Société cherche à maintenir un bon équilibre dans son portefeuille entre les ventes sur les marchés de l'aérospatiale commerciale et militaire, de même qu'entre la fabrication de nouveaux composants et la fourniture de produits et services sur le marché secondaire. Cet équilibre devrait lui permettre d'atténuer les risques associés à un éventuel ralentissement dans l'un ou l'autre de ces marchés.

En outre, les fluctuations rapides de la valeur du dollar canadien, par rapport à la devise américaine, pourraient exercer une pression supplémentaire sur les résultats à venir. Comme cela a déjà été mentionné, et comme il est souligné à la rubrique intitulée « Perspectives », la direction continue de concentrer ses efforts sur la productivité en misant sur des initiatives d'optimisation de sa production, de réduction de ses coûts ainsi que sur sa stratégie relative aux contrats de change à terme afin de demeurer concurrentielle à l'échelle mondiale.

D'un point de vue financier, la Société dispose d'un bilan solide. Elle respecte actuellement toutes ses clauses financières restrictives et prévoit qu'il en sera de même tout au long du prochain exercice. La Société ne prévoit pas avoir de problèmes de liquidité, étant donné que sa facilité de crédit bancaire lui est consentie par un syndicat de cinq banques à charte canadiennes et une filiale canadienne d'une banque américaine, qui bénéficient de cotes de crédit élevées, et que les principaux clients de la Société sont des chefs de file mondiaux dans leurs domaines respectifs. Cette facilité de crédit a été renouvelée et augmentée au cours de l'exercice financier 2011 et viendra à échéance en mars 2016.

Compte tenu des éléments ci-dessus, la Société maintient ses perspectives à court terme (se reporter à la rubrique ci-après intitulée « Perspectives ») et n'entrevoit actuellement aucun facteur important à court terme susceptible de compromettre le cours de ses activités. Cela dit, et sachant que la Société œuvre, en partie, dans des secteurs qui sont sensibles à la volatilité économique, la direction continuera à faire preuve de prudence (se reporter aux rubriques ci-après intitulées « Risques et incertitudes » et « Perspectives »).

### **Principales estimations comptables**

La préparation des états financiers consolidés de la Société exige que la direction fasse des jugements et des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés au titre des ventes, des charges, des actifs et des passifs ainsi que sur la présentation de passifs éventuels à la date de clôture. Toutefois, l'incertitude à l'égard de ces hypothèses et estimations pourrait se traduire par la nécessité d'apporter des ajustements importants à la valeur comptable des actifs ou des passifs.

Dans le cadre de l'application des méthodes comptables de la Société, la direction a fait des jugements et des estimations et a formulé des hypothèses. Les principaux jugements, estimations

et hypothèses relatifs à l'avenir et à d'autres sources d'estimations incertaines à la date de clôture qui pourraient amener des ajustements importants à la valeur comptable des actifs et des passifs sont présentés ci-dessous.

#### *Perte de valeur des actifs non financiers*

Il y a perte de valeur lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable, soit le montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Le calcul de la juste valeur diminuée des coûts de la vente est fondé sur les données disponibles et tirées d'accords de vente irrévocables d'actifs similaires signés à l'occasion d'une transaction dans des conditions de concurrence normale et sur les prix de marché observables moins les coûts marginaux attribuables à la cession de l'actif. Le calcul de la valeur d'utilité est fondé sur un modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie sont dérivés du budget triennal et du plan stratégique de la Société et ne comprennent pas les activités de restructuration envers lesquelles la Société n'est pas encore engagée ni les importants investissements à venir qui amélioreront le rendement des actifs de l'UGT qui fait l'objet du test. La valeur recouvrable est très sensible au taux d'actualisation utilisé dans le modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie ainsi qu'aux entrées de trésorerie futures attendues et au taux de croissance perpétuel utilisé aux fins de l'extrapolation. Les principales hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable des différentes UGT, dont une analyse de sensibilité, sont expliquées plus en détail à la note 16 des états financiers consolidés.

#### *Paiement fondé sur des actions*

La Société comptabilise le coût des options sur actions, des UAD et des DPVA («attributions fondées sur des actions») en fonction de la juste valeur des actions ordinaires à la date à laquelle celles-ci sont attribuées. L'estimation de la juste valeur des attributions fondées sur des actions exige qu'un modèle d'évaluation approprié soit utilisé, lequel dépend des conditions de leur attribution. Cela comprend également la détermination des intrants les plus appropriés au modèle d'évaluation, dont la durée de vie attendue de l'attribution fondée sur des actions, la volatilité et le rendement des actions ordinaires, et les hypothèses relatives à ces intrants. La durée d'utilité attendue des attributions fondées sur des actions est fondée sur des données historiques et n'est pas nécessairement représentative des types d'exercice qui pourraient survenir. La volatilité prévue reflète l'hypothèse que la volatilité historique est représentative des tendances à venir, ce qui pourrait ne pas être le cas.

#### *Actifs d'impôt différés*

Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour les pertes fiscales non utilisées dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables auxquels ces pertes pourront être imputées. La direction doit porter un jugement afin de déterminer les actifs d'impôt différé qui peuvent être comptabilisés, en fonction du moment où l'on disposera de résultats imposables futurs et du montant de ces résultats ainsi que des stratégies de gestion fiscale futures.

### *Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite*

Le coût des régimes de retraite à prestations définies est déterminé à l'aide d'évaluations actuarielles. Il est nécessaire de formuler des hypothèses sur les taux d'actualisation, le rendement attendu des actifs, les hausses salariales futures, les taux de mortalité et les augmentations futures des prestations de retraite afin de procéder à l'évaluation actuarielle. La direction utilise les taux d'intérêt d'obligations de sociétés de première qualité pour déterminer les taux d'actualisation appropriés. En raison de la nature à long terme de ces régimes, ces estimations sont assujetties à une incertitude importante. Les hypothèses fondamentales utilisées pour déterminer les obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies et les dépenses afférentes aux régimes, y compris l'analyse de sensibilité, sont expliquées plus en détail dans la note 24 des états financiers consolidés.

### *Coûts de développement capitalisés*

La capitalisation initiale repose sur le jugement de la direction quant à la confirmation de la faisabilité économique, soit généralement lorsqu'un projet de développement d'un produit atteint un jalon défini dans le modèle de gestion du projet. Dans le cadre de la détermination des montants à capitaliser, la direction pose des hypothèses relatives à la génération de trésorerie attendue des actifs, aux taux d'actualisation à utiliser et à la durée attendue des avantages.

La récupération de ces coûts doit provenir des contrats de vente connexes par le biais de leur amortissement, en fonction des quantités prédéterminées dans le contrat. Les quantités comptables de production pour un contrat en particulier sont essentiellement établies au début du contrat ou à la date du contrat et sont basées sur l'évaluation de la direction de la demande anticipée pour l'avion ou le produit en question, en tenant compte principalement du carnet de commandes fermes et engagées ainsi que des options, de même que des conditions économiques et commerciales qui prévalent. La direction révisé cette hypothèse importante sur une base trimestrielle et une révision plus détaillée est effectuée à la fin de l'exercice. L'effet de toute révision apportée à cette hypothèse est comptabilisé immédiatement par l'enregistrement d'ajustement cumulatif durant la période ou l'année financière où la révision est effectuée.

### *Provisions*

La société a comptabilisé des provisions afin de couvrir des coûts qui pourraient survenir à des périodes futures. Afin de déterminer le montant des provisions, des hypothèses et des estimations sont posées relativement aux taux d'actualisation et au coût attendu de règlement de ces passifs.

### *Instruments financiers*

Une partie de la dette à long terme, y compris la tranche à court terme, à la date d'entrée en vigueur, est estimée à l'aide de modèles d'évaluation selon la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie conformément aux modes de financement utilisés. Les taux d'actualisation utilisés correspondent aux taux en vigueur sur le marché pour des titres de créance comportant des modalités semblables.

La juste valeur des instruments financiers dérivés présentée dans les bilans consolidés est calculée selon les modèles d'évaluation de la Société. Ces modèles projettent les flux de trésorerie futurs et les actualisent selon les modalités contractuelles de l'instrument dérivé et les facteurs des données observables de marché externe, comme les taux d'intérêt, les taux de change et les facteurs de prix et de volatilité, s'il y a lieu. Ils tiennent également compte de la qualité du crédit des instruments financiers sous-jacents.

## **MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES**

Les normes publiées, mais non encore en vigueur, susceptibles de s'appliquer à la Société sont les suivantes :

### *IFRS 9, Instruments financiers*

Le 12 novembre 2009, l'IASB a publié l'IFRS 9, *Instruments financiers*, première étape de son projet visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. L'IFRS 9 simplifie l'évaluation et le classement des actifs financiers en réduisant le nombre de classes d'évaluation et en supprimant les règles complexes axées sur les dérivés incorporés dans l'IAS 39. De plus, la nouvelle norme comprend une option de juste valeur pour la désignation d'un passif financier non dérivé, son classement et son évaluation. Cette norme sera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er avril 2015, et l'application anticipée est permise.

### *IFRS 13, Évaluation de la juste valeur*

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*. L'IFRS 13 améliorera la cohérence et réduira la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur et une source unique pour l'évaluation de la juste valeur et les exigences en matière d'informations à fournir qui s'appliquent à l'ensemble des IFRS. Cette norme sera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er avril 2013, et l'application anticipée est permise.

### *IAS 1, Présentation des états financiers*

En juin 2011, l'IASB a apporté des modifications à l'IAS 1, *Présentation des états financiers*. Le principal changement résultant des modifications apportées à l'IAS 1 est une exigence de regrouper les éléments dans les Autres éléments du résultat global susceptibles d'être reclassés dans l'état des résultats. Les modifications confirment également les exigences actuelles de présentation des Autres éléments du résultat global et du résultat net dans un seul état ou dans deux états consécutifs. La version modifiée de l'IAS 1 entrera en vigueur pour les exercices de la Société ouverts à compter du 1er avril 2013, et l'application anticipée est permise.

### *IAS 19, Avantages du personnel*

En juin 2011, l'IASB a apporté des modifications à l'IAS 19, *Avantages du personnel*. Parmi les changements, les modifications exigent que les entités calculent la composante de financement des régimes à prestations définies en appliquant le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi (habituellement, la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies diminuée de la juste valeur des actifs du régime). Cette modification devrait entraîner une hausse du coût de financement net pour la Société. En outre, les modifications apportées à l'IAS 19 améliorent les exigences quant aux informations à



fournir pour les régimes à prestations définies en prévoyant des informations additionnelles sur les caractéristiques des régimes à prestations définies et les risques auxquels une entité est exposée du fait de sa participation à ces régimes. La version modifiée de l'IAS 19 entrera en vigueur pour les exercices de la Société ouverts à compter du 1er avril 2013, et l'application anticipée est permise.

La Société évalue actuellement l'incidence qu'aura l'adoption de ces nouvelles normes.

## **CONTRÔLES ET PROCÉDURES INTERNES**

Conformément à la Norme multilatérale 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (la « NM 52-109 »), la Société a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière qui, entre autres, font état des contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

### *Contrôles et procédures de communication de l'information*

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles et des procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société leur a été communiquée et a été divulguée adéquatement dans les documents annuels visés par les règlements d'information continue.

Au 31 mars 2012, sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière, une évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société, au sens défini dans la NM 52-109, a également été réalisée. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que la conception et le fonctionnement de ces contrôles et procédures sont efficaces. Cette évaluation a tenu compte de la politique de communication de l'information de la Société et du fonctionnement de son comité de communication de l'information.

### *Contrôles internes à l'égard de l'information financière*

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont également conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles internes à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Au 31 mars 2012, sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière, une évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière, au sens défini dans la NM 52-109, a été réalisée. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que ses états financiers consolidés ont été dressés conformément aux IFRS.

Toutefois, un système de contrôle, peu importe la qualité de sa conception ou de sa mise en application, ne peut fournir qu'une assurance raisonnable, et non une assurance absolue, que les objectifs qu'il vise sont atteints.

#### *Changements apportés aux contrôles internes à l'égard de l'information financière*

Aucun changement n'a été apporté aux contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2012 ayant eu ou pouvant raisonnablement avoir d'incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière.

## **RISQUES ET INCERTITUDES**

Héroux-Devtek évolue dans des secteurs industriels soumis à divers facteurs de risque et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur ses affaires, sa situation financière et ses résultats opérationnels. Ces risques et incertitudes comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux faisant l'objet d'une description ci-après.

#### *Dépendance envers des clients importants*

La Société s'expose à un risque du fait de l'importance de certains contrats ou clients. Les six plus importants clients de la Société représentent environ 59 % de ses ventes. La perte d'une commande quelconque ou encore un délai imposé par l'un de ces clients pourrait avoir des répercussions négatives sur les résultats de la Société.

Lorsque cela est possible, la Société réduit la portée de ce risque en concluant davantage de contrats de vente à long terme avec ses principaux clients.

#### *Disponibilité et prix des matières premières*

Les principales matières premières achetées par la Société sont l'aluminium, l'acier et le titane. La Société n'a pratiquement aucun contrôle sur la disponibilité et le prix de ces diverses matières premières. La difficulté à obtenir des matières premières en quantité suffisante et en temps opportun, au même titre d'ailleurs que l'augmentation de leurs prix, pourrait avoir une incidence négative sur les activités de la Société et sa situation financière.

Au cours de l'exercice 2012, avec l'amélioration modeste de l'économie mondiale, la Société a continué à prendre des mesures visant à atténuer ces risques. C'est ainsi que diverses clauses figurent désormais à ses contrats de vente importants à long terme, lesquelles dispositions prévoient le partage, avec ses clients, des risques liés à la disponibilité et au prix des matières premières. Par ailleurs, la Société négocie également des ententes d'approvisionnement à long terme avec ses fournisseurs de matières premières. Enfin, la Société a rehaussé les mesures qu'elle prend à l'égard du contrôle de sa chaîne d'approvisionnement pour s'assurer de recevoir ses produits de base en temps opportun.

#### *Risques opérationnels*

Les activités poursuivies par la Société sont soumises à des risques opérationnels, notamment la concurrence d'autres entreprises, le rendement des fournisseurs clés, les garanties relatives au rendement des produits, les risques liés à la réglementation, l'intégration fructueuse des nouvelles

acquisitions, la dépendance envers le personnel clé et les systèmes d'information, lesquels représentent tous des facteurs susceptibles d'entraver la capacité de la Société à respecter ses obligations.

À la lumière des risques opérationnels susmentionnés, la Société a instauré diverses stratégies et mesures de contrôle visant à réduire leur incidence sur son exploitation. Celles-ci comprennent :

- Des processus visant à garantir le déroulement approprié des approbations de soumissions, de la planification et de la réalisation de projets, et l'application de normes de qualité à toutes les étapes de la conception d'un nouveau produit, des réalisations d'après dessin et des travaux d'assemblage, de réparation et d'entretien. Ceci inclut l'évaluation de la capacité de la Société à atteindre ses objectifs en matière de ventes (contrats à prix fermes, clauses d'indexation, etc.) et de coût des produits de même qu'à conclure des ententes à long terme avec ses principaux fournisseurs et à instaurer des processus de soumissions concurrentielles.
- Des mesures appropriées de gestion des flux de trésorerie en ayant recours aux avances de clients, dans certains cas, et aux opérations de couverture de change.

### ***Répercussions des activités terroristes et de l'instabilité politique***

L'incertitude persiste quant à l'impact qu'auront dans le futur la menace d'activités terroristes et les conflits en cours au Moyen-Orient sur le secteur de l'aérospatiale commerciale. Ces enjeux ont habituellement une incidence négative sur le trafic aérien commercial et un impact positif sur les dépenses militaires.

### ***Conjoncture économique***

Une conjoncture économique défavorable est susceptible d'avoir des répercussions négatives sur les activités de la Société. À titre d'exemple, l'industrie de l'aérospatiale civile des gros-porteurs a été confrontée dans les années passées à de nombreuses incertitudes, plus particulièrement du côté du marché des avions de 100 places et plus. Depuis l'exercice financier 2006, la faiblesse de la demande a exercé une influence négative sur le marché des jets régionaux; le marché des jets d'affaires est étroitement lié à la conjoncture économique. Par ailleurs, le marché de la production d'énergie industrielle s'est effondré suite au récent ralentissement économique. L'évolution de ces secteurs pourrait avoir une incidence négative sur la situation financière et les résultats opérationnels de la Société. Bien que l'on assiste à un retour progressif de la croissance à long terme, ces secteurs conserveront leur caractère cyclique. De plus, le ralentissement des activités de fabrication causé par une conjoncture économique défavorable pourrait se traduire en des coûts importants pour la Société au chapitre des mises à pied temporaires ou des cessations d'emploi des membres du personnel.

### ***Dépenses d'ordre militaire***

Les dépenses militaires sont approuvées par les instances gouvernementales sur une base annuelle et sont tributaires du climat politique et de l'évolution des priorités.

### ***Fluctuations des devises***

La Société s'expose à des risques liés aux fluctuations des devises du fait qu'elle poursuit certaines de ses activités au Canada en devises étrangères en plus de réaliser des affaires aux

États-Unis. Dans le but d'atténuer ces risques de change et de se protéger, la Société a recours à des instruments financiers dérivés.

La politique de couverture du risque de change de la Société exige d'elle qu'elle réduise son exposition aux devises étrangères, essentiellement le dollar américain, résultant de ses activités canadiennes.

La politique de couverture exige la couverture de 50 à 75 %, en moyenne, de l'exposition aux devises étrangères identifiée, essentiellement pour les deux exercices financiers à venir, des entrées de fonds anticipées découlant de ventes libellées en devise américaine, réalisées par ses établissements canadiens et en lien avec des contrats de vente à long terme, déduction faite des sorties de fonds anticipées, en dollars US, liées principalement à l'achat de matières premières et certains autres coûts de matériaux. Cette politique de couverture vise également, pour une période additionnelle variant entre un et trois exercices financiers sur une base très réduite, les entrées/déboursés nets de fonds anticipés, d'une nature similaire à ceux susmentionnés, en lien avec certains contrats de vente spécifiques à long terme.

### ***Situation de trésorerie et accès à des sources de financement***

La Société a continuellement recours aux marchés financiers pour financer ses activités. Pour subvenir à ses besoins financiers, la Société fait usage de titres de créance à long terme et à court terme et puise à même les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles. Tout facteur susceptible d'entraver la capacité de la Société d'accéder aux marchés financiers, notamment les fluctuations importantes des taux d'intérêt sur le marché, les changements de la conjoncture économique ou encore la perception qu'entretiennent les investisseurs à l'égard de la situation financière ou des perspectives de croissance de la Société, pourrait porter préjudice à la situation financière et aux résultats opérationnels de la Société.

### ***Clauses restrictives***

Les actes de fiducie régissant certaines créances de la Société, et plus particulièrement sa facilité de crédit, renferment des clauses restrictives qui, entre autres, limitent la capacité qu'a celle-ci de :

- vendre la totalité ou la quasi-totalité de ses éléments d'actif;
- contracter des titres de dette assortis d'une garantie;
- s'engager dans des transactions de fusion ou de consolidation;
- s'engager dans des transactions avec des sociétés apparentées.

La société est assujettie à diverses clauses restrictives financières en vertu de sa facilité de crédit, lesquelles doivent être respectées à tous les trimestres. Ceci inclut des clauses restrictives financières exigeant un ratio minimum du BAIIA sur le service de la dette, un ratio maximum de la dette nette sur le BAIIA et un ratio maximum de la dette nette sur capitaux propres, tous calculés sur une base consolidée. Ces expressions et ratios sont définis dans la facilité de crédit et ne correspondent pas nécessairement aux indicateurs financiers de la Société ni aux expressions utilisées dans le présent rapport de gestion.

En outre, la Société est assujettie à diverses clauses restrictives financières en vertu de certains contrats de location-financement et de prêts des autorités gouvernementales. Ceux-ci comportent des clauses restrictives financières exigeant un ratio minimum du fonds de roulement et un ratio maximum de la dette à long terme sur les capitaux propres sur la base du bilan consolidé de la

Société de même que des niveaux minimums de capitaux propres pour certaines filiales de la Société.

Ces restrictions pourraient entraver la capacité qu'a la Société de financer ses activités futures ou ses besoins en capitaux, ou de s'engager dans d'autres activités commerciales potentiellement avantageuses pour elle.

### ***Fluctuation des taux d'intérêt***

La rentabilité de la Société pourrait subir les contrecoups du niveau et des fluctuations des taux d'intérêt. Dans le cadre de son programme de gestion de l'actif et du passif, la Société a recours aux produits dérivés, lorsqu'approprié, pour atténuer ou réduire globalement ses risques financiers.

Afin d'atténuer ces fluctuations, la Société a mis en place une politique de placement à court terme qui dicte le niveau et le type de placements qu'elle devrait chercher à effectuer. La Société maintient également un bon équilibre entre les taux fixes et variables dans son portefeuille de financement.

### ***Environnement commercial externe***

La Société fait face à un certain nombre de facteurs de risque externes, plus particulièrement la conjoncture économique, les politiques gouvernementales, les changements de priorités des instances gouvernementales et la possibilité que les gouvernements sabrent leurs dépenses.

### ***Pertes découlant de réclamations de dommages sous garantie***

Complexes et perfectionnés, les produits fabriqués par la Société pourraient présenter des défauts difficiles à détecter et à corriger. Des imperfections pourraient être constatées dans les produits de la Société après leur livraison aux clients. Le cas échéant, la Société pourrait ne pas être en mesure de corriger ces irrégularités. L'apparition d'erreurs et de défauts dans les produits de la Société pourrait donner lieu à des réclamations au titre de la garantie ou encore mener à la perte de clients. Les réclamations, les erreurs ou les défauts sont susceptibles d'avoir un effet préjudiciable sur les résultats opérationnels et les activités de la Société. En outre, en raison de la nature des activités de la Société, celle-ci pourrait être visée par des réclamations en responsabilité à l'égard de produits de sa propre fabrication ou encore de produits à l'égard desquels elle fournit des services. La société ne peut obtenir la certitude que sa couverture d'assurance suffira à couvrir une ou plusieurs réclamations d'importance. Qui plus est, nul ne peut garantir que la société sera en mesure d'obtenir une couverture d'assurance d'une teneur et d'un prix satisfaisants dans le futur. Se référer à la rubrique intitulée « Risques opérationnels » apparaissant plus haut.

### ***Questions d'ordre environnemental***

Les activités de la Société sont assujetties aux lois et à la réglementation environnementale relatives aux risques pour la santé humaine et l'environnement. Des amendements à ces lois et règlements sont susceptibles d'avoir un effet préjudiciable important sur les activités et la situation financière de la Société. Cette dernière surveille ces risques au moyen de politiques et de systèmes de gestion de l'environnement.

### ***Conventions collectives***

La Société est partie à certaines conventions collectives échéant à divers moments dans le futur. Dans la mesure où la Société ne parvenait pas à reconduire ces conventions ou tout autre accord lorsqu'il y aurait lieu de le faire, il pourrait en résulter des arrêts et des interruptions de travail susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur les activités de la Société.

En avril 2011 et en décembre 2011, la Société a renouvelé, respectivement, ses conventions collectives avec les employés de son usine de trains d'atterrissage de Longueuil et avec ceux de son usine de trains d'atterrissage de Laval, toutes les deux pour une période de trois ans. La convention collective des employés de l'usine d'aérostructure de Dorval devra être renouvelée en mai 2013.

### ***Main-d'œuvre qualifiée***

La capacité de Héroux-Devtek d'atteindre ses objectifs dans l'avenir dépend, en partie, de son habileté à attirer et à retenir à son service les travailleurs qualifiés nécessaires à la poursuite de ses activités. Il est anticipé que le marché des travailleurs spécialisés de l'industrie de l'aérospatiale demeurera fortement concurrentiel dans le futur. L'incapacité de la Société à attirer et à retenir à son service des travailleurs qualifiés, plus particulièrement des ingénieurs, des machinistes et des programmeurs, pourrait avoir une incidence négative sur sa situation financière et ses résultats opérationnels.

La réponse de la Société face à ce risque consiste à développer à l'interne les compétences de ses ressources humaines, à retenir les employés qualifiés qu'elle compte déjà dans ses rangs et à attirer les meilleurs talents qui soient en entretenant une culture organisationnelle forte. Par conséquent, Héroux-Devtek n'entrevoit pas un accroissement substantiel de ses besoins en matière de main-d'œuvre au cours des prochaines années.

### ***Obligations au titre des régimes de retraite***

Les cycles économiques ont des répercussions négatives sur le financement des régimes de retraite à prestations définies de la Société et des dépenses connexes. Rien ne garantit que les dépenses et les contributions nécessaires au financement de ces régimes de retraite n'augmenteront pas dans l'avenir et, par conséquent, qu'elles n'aient pas de répercussions négatives sur les résultats opérationnels et la situation financière de la Société. Les risques associés au financement des régimes à prestations définies pourraient se matérialiser dans l'éventualité où les obligations totales aux termes d'un régime de retraite surpasseraient la valeur totale de ses fonds en fiducie. Des rendements moins élevés que prévus sur les placements, des changements au taux d'actualisation utilisé pour évaluer les obligations au titre des régimes de retraite ou encore des pertes actuarielles peuvent engendrer des manques à gagner. Ce risque est atténué par les politiques et procédures instituées par la Société et son comité des régimes de retraite pour surveiller les risques liés aux placements et le financement des régimes de retraite.

## DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES CHOISIES

(000 \$ sauf les données par action)	Total	Premier trimestre	Deuxième trimestre	Troisième trimestre	Quatrième trimestre
<i>Pour l'exercice financier clos le 31 mars 2012</i>					
Ventes	<b>380 336</b>	91 873	86 002	93 412	109 049
BAIIA	<b>64 722</b>	14 948	13 578	16 905	19 291
Résultat net	<b>26 481</b>	5 797	4 812	6 910	8 962
Bénéfice par action (\$) – de base	<b>0,87</b>	0,19	0,16	0,23	0,29
Bénéfice par action (\$) – dilué	<b>0,86</b>	0,19	0,16	0,23	0,29
<i>Pour l'exercice financier clos le 31 mars 2011</i>					
Ventes	<b>357 572</b>	82 541	83 194	85 843	105 994
BAIIA	<b>57 095</b>	11 966	11 300	14 684	19 145
Résultat net	<b>19 129</b>	3 318	2 654	5 165	7 992
Bénéfice par action (\$) – de base	<b>0,64</b>	0,11	0,09	0,17	0,26
Bénéfice par action (\$) – dilué	<b>0,63</b>	0,11	0,09	0,17	0,26

Historiquement, le deuxième trimestre d'un exercice financier a été traditionnellement, en quelque sorte, une période avec moins d'activités ceci étant attribuable à des facteurs saisonniers comme les fermetures d'usine et les vacances estivales.

### Résultats du quatrième trimestre de l'exercice 2012

La Société a produit des résultats financiers records pour le trimestre clos le 31 mars 2012, avec des ventes de 109,0 millions de dollars, en hausse de 2,9 % par rapport à 106,0 millions de dollars pour la même période l'an passé malgré l'incidence négative de 0,6 million de dollars attribuable au taux de change \$ US/\$ CA. Ces ventes supplémentaires sont le fruit d'une hausse des ventes de 3,1 millions de dollars du secteur Industriel attribuables à une progression des ventes destinés au secteur de l'équipement lourd et de turbines à gaz. Dans le secteur de l'aérospatiale, les ventes commerciales ont progressé de 4,3 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent en raison de l'obtention de nouveaux mandats liés au programme du Gulfstream (GV) et d'une augmentation de la cadence de production des programmes de gros porteurs commerciaux et de jets d'affaires, mais ont été en partie contrebalancées par une diminution des besoins des clients liés aux programmes d'avions régionaux. Les ventes de produits militaires ont reculé de 4,4 millions de dollars par rapport à l'an dernier, essentiellement en raison d'une diminution des besoins des clients dans le marché secondaire pour le F-16 et d'une baisse des ventes liées au F-22 puisque ce programme tire à sa fin.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2012, la marge brute consolidée, exprimée en pourcentage des ventes, a augmenté de 0,7 % pour s'établir à 19,6 %, comparativement à l'exercice précédent. Ce trimestre, l'incidence négative sur la marge brute des coûts de démarrage engagés cette année dans le cadre du démarrage de la nouvelle usine du Mexique s'est chiffrée à 0,3 million de dollars, soit 0,3 % des ventes, tandis que les fluctuations des devises américaine et canadienne ont aussi eu une incidence négative sur la marge brute en dollars de 0,5 million de dollars, ou 0,4 %

des ventes. L'augmentation de la marge brute reflète une hausse du volume des ventes dans le secteur Industriel, une composition des ventes favorable dans le secteur de l'aérospatiale et des améliorations continues de la productivité dans les deux secteurs. Le résultat net s'est élevé à 9,0 millions de dollars, ou 0,29 \$ par action, sur une base pleinement diluée, comparativement à un résultat net de 8,0 millions de dollars, ou 0,26 \$ par action, sur une base pleinement diluée, lors de l'exercice précédent.

Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles d'exploitation ont atteint 18,6 millions de dollars, comparativement à 17,4 millions de dollars au quatrième trimestre de l'exercice précédent, en raison principalement de l'augmentation du résultat net. La variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités opérationnelles a représenté une sortie nette de 3,9 millions de dollars, comparativement à une entrée nette de 14,5 millions de dollars au dernier trimestre de l'exercice précédent. Cette sortie nette du quatrième trimestre s'explique principalement par une augmentation des comptes clients (12,4 millions de dollars) et une diminution des facturations progressives (3,4 millions de dollars), en partie contrebalancées par une baisse des stocks (8,3 millions de dollars) et une hausse des comptes fournisseurs et charges à payer (4,3 millions de dollars) comparativement au trimestre précédent clos le 31 décembre 2011. Ces variations sont attribuables au volume de ventes record réalisé au dernier trimestre de l'exercice. Les sorties de fonds de l'exercice précédent s'expliquaient principalement par une augmentation des comptes clients (25,0 millions de dollars) et une diminution des facturations progressives (5,7 millions de dollars), contrebalancées en partie par une baisse des stocks (9,8 millions de dollars) et une hausse des comptes fournisseurs et charges à payer (7,3 millions de dollars) comparativement au trimestre clos le 31 décembre 2010. Ces variations étaient attribuables à une progression importante des ventes au quatrième trimestre de l'exercice antérieur.

## **PERSPECTIVES**

Les conditions demeurent favorables dans le marché de l'aérospatiale commerciale, quoique la situation incertaine en Europe engendre une baisse de la croissance anticipée du transport aérien pour l'année civile 2012. Selon les plus récentes prévisions de l'IATA le marché des passagers devrait enregistrer une croissance de 4,2 % au cours de l'année civile 2012, comparativement à une croissance de 5,9 % pour l'Année civile 2011, tandis que le volume de fret aérien devrait croître de 2,2 % au cours de l'année civile 2012, après avoir légèrement fléchi durant l'année civile 2011<sup>10</sup>.

Dans le créneau des avions commerciaux gros porteurs, les fabricants ont annoncé plusieurs augmentations de la cadence de production des programmes d'envergure pour les années civiles 2012 à 2014<sup>11</sup>. Les sociétés Boeing et Airbus prévoient ainsi toutes deux une hausse des livraisons au cours de l'année civile 2012 par rapport à l'année précédente. En outre, leurs carnets de commandes demeurent remplis et représentent environ sept ans de production aux cadences de production actuelles.

---

<sup>10</sup> Source : IATA, Prévisions financières de l'industrie, mars 2012

<sup>11</sup> Sources : Communiqués de presse d'Airbus du 18 mai 2011 et du 3 février 2011. Communiqués de presse de Boeing du 15 juin 2011 et du 20 décembre 2010.



Même si les ventes de jets d'affaires neufs ont chuté durant l'année civile 2011, certains indicateurs démontrent une reprise imminente, comme une utilisation accrue des avions et une diminution du nombre d'avions usagés à vendre, en proportion de l'ensemble de la flotte. En dépit de la faiblesse relative de la reprise économique, les livraisons de jets d'affaires devraient augmenter modestement au cours de l'année civile 2012, mais des sources de l'industrie anticipent une accélération par la suite et estiment que la croissance pourrait se poursuivre sur une période de cinq ans<sup>12</sup>.

Le marché de l'aérospatiale militaire devrait demeurer stable alors que les gouvernements tentent de résorber leurs déficits. La Société croit toutefois que son portefeuille bien diversifié dans le secteur militaire et l'équilibre qu'elle maintient entre la fabrication de nouveaux composants et la fourniture de produits et services sur le marché secondaire, devraient atténuer son exposition à d'éventuelles réductions des budgets alloués à la défense. En ce qui a trait au programme du JSF, la Société prévoit produire, au cours de l'exercice 2013, un nombre similaire de lots à celui de l'exercice 2011, compte tenu du calendrier révisé du programme.

La conjoncture demeure favorable dans les principaux marchés industriels que dessert la Société. Dans le secteur de la production d'énergie, d'importants fabricants d'équipement nord-américains continuent à faire part d'un nombre croissant de nouvelles commandes. Les carnets de commandes des plus importants fabricants d'équipements lourds demeurent également en progression<sup>13</sup>.

Il est prévu que les dépenses en immobilisation pour l'exercice 2013 s'élèveront à environ 25 millions de dollars, incluant un investissement d'environ 3 millions de dollars lié à la nouvelle usine au Mexique. La Société est en voie d'accélérer la production dans sa nouvelle installation du Mexique. Ces développements positifs, jumelés à son bilan solide et les fonds disponibles en vertu de sa facilité de crédit, permettent à Héroux-Devtek d'envisager la possibilité de réaliser d'autres acquisitions stratégiques susceptibles d'enrichir son portefeuille de produits et ses technologies.

Au 31 mars 2012, le carnet de commandes fermes de Héroux-Devtek s'élevait à 493 millions de dollars, comparativement à 502 millions de dollars à la clôture du précédent exercice. Malgré ce carnet de commandes bien rempli et les solides relations d'affaires qu'elle entretient avec ses clients, la Société continuera d'accroître sa productivité et de réduire sa base de coûts afin de demeurer concurrentielle compte tenu du caractère de plus en plus mondial de l'industrie aérospatiale.

En supposant que le dollar canadien demeure à parité avec la devise américaine et en tenant compte des contrats de change à terme auxquels elle est partie, la Société prévoit que ses ventes enregistreront une croissance interne d'environ 5 % pour l'exercice financier qui prendra fin le 31 mars 2013 comparativement à l'exercice clos le 31 mars 2012. Comme les cadences de production de plusieurs programmes d'envergure augmenteront progressivement au cours des prochains exercices financiers, la Société croit que sa croissance devrait être soutenue durant cette période. La direction est confiante de réaliser son objectif à long terme d'enregistrer une

---

<sup>12</sup> Sources : JETNET, FAA, Teal Group, Forecast International

<sup>13</sup> Sources : Communiqué de presse de GE publié le 20 avril 2012; communiqué de Caterpillar publié le 25 avril 2012

progression de 10 % par année, en moyenne, par le biais de la croissance interne et d'alliances stratégiques, pour autant que les cours des devises demeurent relativement stables

### **Renseignements supplémentaires et information continue**

Cette analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation a été approuvée par le Comité d'audit le 23 mai 2012 et par le conseil d'administration le 24 mai 2012. De l'information plus récente concernant la Société est disponible sur le site Web SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).